



Sommaire

Lettre aux actionnaires	3
Ordre du jour de l'Assemblée Générale.....	5
Modalités de participation et de vote à l'Assemblée Générale.....	8
1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale.....	8
2. Modes de participation à l'Assemblée Générale	8
3. Dépôt de questions écrites.....	11
4. Demandes d'inscription de points ou projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée....	11
5. Documents mis à disposition des actionnaires.....	12
Informations complémentaires relatives au projet de résolutions.....	13
Résolution n°6 : Rémunération du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2021.....	13
Résolution n°7 : Rémunération du Directeur Général pour l'exercice 2021	13
Résolution n°8 : Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration.....	13
Résolution n°9 : Politique de rémunération du Directeur Général.....	14
Résolution n°19 : Augmentation de l'âge limite à 70 ans pour exercer les fonctions de président du Conseil d'administration	16
Résolutions n°20 à 30 : Émission d'actions et/ou de titres.....	16
Projet de résolutions	20
<i>De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire</i>	<i>20</i>
<i>De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire</i>	<i>26</i>
Rapport de gestion.....	44
Commentaires sur les résultats et la situation financière en 2021	44
Informations sur les tendances et perspectives	50
Demande d'envoi de documents et renseignements	53



Lettre aux actionnaires

Nous avons le plaisir de vous écrire en vue de notre Assemblée générale prévue le 16 juin 2022 à Paris. Après les circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19 l'année dernière, qui nous avait conduit à organiser notre Assemblée Générale à huis clos, nous sommes heureux de pouvoir vous accueillir à nouveau en personne.

Durant l'Assemblée Générale, il vous sera demandé d'approuver trente-trois résolutions, dix-huit à titre ordinaire et quinze à titre extraordinaire. Le texte complet de ces résolutions est disponible dans ce document et sur notre site internet dédié aux Relations Investisseurs.

L'objet de la présente brochure est de vous fournir des informations complémentaires sur certains points mis à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, en lien avec le Document d'enregistrement universel 2021 de Quadient, également disponible sur notre site internet. En particulier, nous attirons votre attention sur certaines des résolutions, à savoir :

- **Résolution 6, Assemblée générale ordinaire** – Rémunérations dues ou attribuées à M. Didier Lamouche, Président, pour l'exercice clos le 31 janvier 2022 ;
- **Résolution 7, Assemblée générale ordinaire** – Rémunérations dues ou attribuées à M. Geoffrey Godet, Directeur Général, pour l'exercice clos le 31 janvier 2022 ;
- **Résolution 8, Assemblée générale ordinaire** – principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président ;
- **Résolution 9, Assemblée générale ordinaire** – principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général ;
- **Résolution 19, Assemblée générale ordinaire**, Modification de l'article 13 des statuts de la Société en vue d'augmenter l'âge limite à 70 ans pour exercer les fonctions de président du Conseil d'administration ;
- **Résolutions 20 à 30, Assemblée générale extraordinaire** – Délégations / autorisations à donner au Conseil d'administration en vue de l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières ; et

Nous souhaitons également profiter de cette brochure pour revenir sur le travail accompli par le Conseil, les Comités et l'Équipe de direction au cours de l'exercice fiscal 2021.

Alors que 2020 aura été une année extraordinaire en raison de la pandémie de COVID-19, 2021 a présenté ses propres défis avec la poursuite de la crise sanitaire mondiale et l'intensification des tensions sur la chaîne d'approvisionnement et la hausse des coûts de transport. Cependant, les décisions rapides et appropriées prises il y a un an pour protéger nos employés et préserver notre activité ont contribué à bâtir une entreprise plus forte et plus résiliente et à traverser cette nouvelle année troublée de manière très satisfaisante.

Globalement, les résultats financiers pour 2021 se sont avérés solides et ont dépassé les prévisions initiales avec une croissance organique des ventes de 4,3 % et une croissance organique de l'EBIT courant de +6 %. La génération de cash s'est également avérée forte avec un Free Cash Flow à 104 millions d'euros. Ces bonnes performances financières portées par nos trois solutions ont permis à la société de maintenir une politique efficace d'allocation du capital et de proposer, au titre de l'exercice 2021, le versement en 2022 d'un dividende de 0,55 euro par action, en hausse de 10% par rapport à l'an dernier et en ligne avec notre politique de dividende. Vous trouverez des détails supplémentaires sur notre performance financière dans la section rapport de gestion de ce document à partir de la page 44.

Par ailleurs, afin de s'aligner sur les meilleures pratiques internationales, le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, a décidé de proposer plusieurs évolutions de la rémunération à court et à long terme du Directeur Général, Geoffrey Godet, pour votre approbation lors de la l'Assemblée Générale.



Modifications de la politique de rémunération relatives aux plans d'incitation à court-terme

Le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, souhaite solliciter votre approbation pour amender partiellement les critères utilisés pour mesurer les plans d'actions de performance à court terme du Directeur Général, Geoffrey Godet. S'appuyant sur de études réalisées par un cabinet de conseil indépendant, le Comité des nominations et des rémunérations a conseillé : i) d'augmenter la part liée aux objectifs qualitatifs dans le calcul des plans de performance à court terme à 30% vs 20% auparavant afin de s'aligner sur les pratiques internationales et ii) de définir un nombre réduit de critères pour améliorer leur importance. Enfin, le Comité des nominations et des rémunérations a proposé d'introduire un critère ESG pour le calcul de la rémunération variable à court terme du Directeur Général. Un critère de diversité a été intégré pour la rémunération variable annuelle et il a été conseillé d'inclure un critère lié aux émissions de gaz à effet de serre de Quadient dans le plan d'actions de performance.

Modifications de la politique de rémunération relatives aux plans d'incitation à long-terme

Le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, souhaite solliciter votre approbation pour amender partiellement les critères utilisés pour mesurer les plans d'actions de performance à long terme du Directeur Général.

- Tout d'abord, en 2022, il a été décidé de fixer la part de rémunération que représente l'intéressement à long-terme à 135% du salaire de base du Directeur Général.
- De plus, comme expliqué dans la lettre de la Présidente du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration a décidé de mettre à jour partiellement les critères de performance rattachés au plan d'attribution d'actions 2022. La croissance organique a été supprimée, car elle est déjà utilisée pour mesurer la performance de la rémunération variable annuelle. Sur recommandation de certains de nos actionnaires, des critères ESG en lien avec les objectifs de réduction des émissions de CO2 ont été mis en place, en lien avec plusieurs évolutions d'entreprise observées sur le marché au cours des dernières années.
- Enfin, le groupe de référence utilisé pour analyser le rendement total pour l'actionnaire a été modifié et devient désormais le CAC Small + Mid 60. Ce changement a été proposé pour retenir un indice plus pertinent pour Quadient, puisque la société en fait partie et que le cours de l'action est plus étroitement lié à ces indices que le SBF 120 utilisé en 2021. Le grand nombre de sociétés composant ces indices apportera une stabilité dans les analyses d'une année sur l'autre.

Nous vous remercions d'avance du temps que vous consacrerez à lire cette brochure et de votre soutien lors du vote à l'Assemblée générale annuelle.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Ordre du jour de l'Assemblée Générale

AVIS IMPORTANT

La Société attire l'attention des actionnaires sur le fait que l'Assemblée Générale se tiendra physiquement cette année. Les actionnaires peuvent néanmoins participer à l'Assemblée Générale en donnant pouvoir à la personne de leur choix ou au Président de l'Assemblée Générale, dans les conditions légales et réglementaires, ou en votant par correspondance via le formulaire de vote papier ou le formulaire de vote dématérialisé via la plateforme VOTACCESS; à chaque fois dans les formes et délais rappelés à la fin du présent avis.

Dans le contexte sanitaire actuel d'épidémie de covid-19, la Société attire également l'attention de ses actionnaires sur le fait que les modalités d'organisation de l'Assemblée Générale Ordinaire & Extraordinaire de la Société pourraient être adaptées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et des dispositions légales et réglementaires. Nous vous invitons à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale 2022 sur le site de la Société : <https://invest.quadient.com/assemblees-generales>.

Nous avons l'honneur de vous informer que les actionnaires de la société Quadient SA sont convoqués en **Assemblée Générale Annuelle Ordinaire et Extraordinaire le 16 juin 2022, à 14 heures**, en présentiel et par retransmission en direct, au Renaissance Paris Arc de Triomphe Hôtel, 39, avenue de Wagram, 75017 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

En la forme ordinaire

- Approbation du bilan et des comptes sociaux,
- Affectation du résultat et distribution sur le bénéfice distribuable,
- Rapport de gestion du Groupe et approbation des comptes consolidés,
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce,
- Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce,
- Approbation du rapport sur la rémunération due ou attribuée à Monsieur Didier Lamouche, Président, au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022,
- Approbation du rapport sur la rémunération due ou attribuée à Monsieur Geoffrey Godet, Directeur Général, au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022,
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président,
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général,
- Approbation de la politique de rémunération des administrateurs en application de l'article L.22-10-8 II du Code de commerce,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Didier Lamouche,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Nathalie Wright,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Martha Bejar,



- Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur : Madame Paula Felstead,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Paula Felstead,
- Nomination d'un commissaire aux comptes titulaire,
- Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant,
- Programme de rachat d'actions.

En la forme extraordinaire :

- Modification de l'article 13 des statuts de la Société en vue d'augmenter l'âge limite à 70 ans pour exercer les fonctions de président du Conseil d'Administration,
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier),
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier,
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier),
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier,
- Autorisation consentie au Conseil d'Administration pour augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires en cas d'émission d'actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes,
- Délégation consentie au Conseil d'Administration en vue d'une augmentation de capital social par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital en rémunération d'apports en nature dans la limite de 10 % du capital social,
- Délégation consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société,
- Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital et à des cessions réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe en application des dispositions de l'article L.3332-1 et suivants du Code du Travail,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés et mandataires sociaux de certaines filiales ou succursales étrangères, qui ne peuvent souscrire directement ou indirectement, à des actions de la Société dans le cadre de la précédente résolution, et à tous établissements financiers ou toutes sociétés créées spécifiquement et exclusivement pour la mise en œuvre d'un schéma d'épargne salariale au bénéfice des salariés (ou anciens salariés) de certaines filiales ou succursales



étrangères qui ne peuvent souscrire, directement ou indirectement à des actions de la Société dans le cadre de la précédente résolution,

- Autorisation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre emportant suppression du droit préférentiel de souscription,
- Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour annuler les actions acquises dans le cadre du rachat de ses propres actions par la Société,
- Pouvoirs pour les formalités légales.



Modalités de participation et de vote à l'Assemblée Générale

1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale dans les conditions légales et réglementaires en vigueur :

- soit **en y assistant personnellement**,
- soit **en votant par correspondance**,
- soit **en s'y faisant représenter** : en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée, à son conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire, ou à toute personne (physique ou morale) de son choix dans les conditions prescrites à l'article L. 225-106 du Code de commerce ou, encore, sans indication de mandataire, étant précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **14 juin 2022 à zéro heure**, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Pour les **actionnaires au nominatif** (pur ou administré), cette inscription en compte le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **14 juin 2022 à zéro heure**, heure de Paris, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société est suffisante pour leur permettre de participer à l'Assemblée Générale.

Pour les **actionnaires au porteur**, l'inscription en compte de leurs titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions prévues à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, et doit être annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration, ou encore, à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation de participation permettant de justifier de sa qualité d'actionnaire au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée doit également être délivrée par son intermédiaire financier à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le **14 juin 2022**.

2. Modes de participation à l'Assemblée Générale

A. Pour assister personnellement à l'Assemblée Générale

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission selon l'une des façons suivantes dans les délais précisés :

i. Par courrier

Pour les **actionnaires au nominatif** (pur ou administré) : chaque actionnaire au nominatif reçoit automatiquement le formulaire unique, joint à l'avis de convocation, qu'il doit compléter en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée Générale et obtenir une carte d'admission, puis le retourner signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à l'avis de convocation à CACEIS Corporate Trust, Service Assemblées Générales – 12, place des Etats-Unis, CS 40083, 92549



Montrouge cedex, ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité.

Pour les **actionnaires au porteur** : chaque actionnaire au porteur doit demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres qu'une carte d'admission lui soit adressée.

ii. Par Internet

Les actionnaires souhaitant participer en personne à l'Assemblée Générale peuvent également demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités décrites ci-après.

Les **actionnaires au nominatif** (pur ou administré) qui souhaitent assister personnellement à l'Assemblée Générale et obtenir une carte d'admission par voie électronique devront, pour accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS, se connecter au site OLIS Actionnaire dont l'adresse est : <https://www.nomi.olisnet.com>.

Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter au site OLIS Actionnaire à l'aide de l'identifiant rappelé sur le formulaire unique envoyé avec la brochure de convocation et le mot de passe qui leur servent habituellement pour consulter leur compte.

Les actionnaires au nominatif administré devront se connecter au site OLIS Actionnaire à l'aide de l'identifiant rappelé sur le formulaire unique envoyé avec la brochure de convocation et suivre les instructions à l'écran sur le site OLIS Actionnaire.

Une fois connectés, les actionnaires au nominatif pur ou administré devront suivre les instructions à l'écran sur le site OLIS Actionnaire afin d'accéder au site VOTACCESS sur lequel ils pourront demander leur carte d'admission.

Pour tout problème de connexion, les actionnaires sont invités à prendre contact avec CACEIS Corporate Trust, Service Relations Investisseurs, par téléphone au 01 57 78 34 44 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 (heure de Paris) ou par courriel à l'adresse suivante : ct-contact@caceis.com.

Les **actionnaires au porteur** qui souhaitent assister personnellement à l'Assemblée Générale devront se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte pour savoir si celui-ci est connecté ou non au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite suivre les instructions à l'écran sur le portail Internet de son établissement teneur de compte afin d'accéder au site VOTACCESS sur lequel il pourra demander sa carte d'admission.

Le **site Internet VOTACCESS** sera ouvert à partir du **27 mai 2022 à 9 heures**. La possibilité de demander une carte d'admission par Internet avant l'Assemblée Générale prendra fin la veille de l'Assemblée Générale, soit le **15 juin 2022, à 15 heures, heure de Paris**. Afin d'éviter tout engorgement éventuel du site Internet VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour saisir leurs instructions.

B. Pour voter par procuration ou par correspondance

Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration préalablement à l'Assemblée Générale devront procéder selon l'une des façons suivantes dans les délais précisés :

i. Par courrier

Pour les **actionnaires au nominatif** (pur et administré) : compléter le formulaire unique, joint à l'avis de convocation reçu automatiquement par chaque actionnaire au nominatif, en précisant qu'ils souhaitent se faire représenter ou voter par correspondance puis renvoyer le formulaire signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à l'avis de convocation ou



par courrier à CACEIS Corporate Trust, Service Assemblées Générales – 12, place des Etats-Unis, CS 40083, 92549 Montrouge cedex.

Pour les **actionnaires au porteur** : (i) demander le formulaire unique auprès de l'intermédiaire financier qui gère leurs titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale, (ii) le compléter en précisant le souhait de se faire représenter ou de voter par correspondance puis (iii) le renvoyer signé, à leur intermédiaire financier, qui se chargera de l'envoyer accompagné d'une attestation de participation à CACEIS Corporate Trust, Service Assemblées Générales – 12, place des Etats-Unis, CS 40083, 92549 Montrouge cedex.

Les formulaires uniques devront être parvenus à CACEIS Corporate Trust dûment complétés et signés au plus tard trois jours avant l'assemblée, soit le **13 juin 2022**, à défaut de quoi, ils ne pourront être pris en compte.

ii. Par Internet

Les **actionnaires au nominatif** (pur ou administré) qui souhaitent voter par Internet, ou désigner ou révoquer un mandataire en ligne, avant l'Assemblée, devront, pour accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS, se connecter au site OLIS Actionnaire dont l'adresse est : <https://www.nomi.olisnet.com>.

Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter au site OLIS Actionnaire à l'aide de l'identifiant rappelé sur le formulaire unique envoyé avec la brochure de convocation et le mot de passe qui leur servent habituellement pour consulter leur compte.

Les actionnaires au nominatif administré devront se connecter au site OLIS Actionnaire à l'aide de l'identifiant rappelé sur le formulaire unique envoyé avec la brochure de convocation et suivre les instructions à l'écran sur le site OLIS Actionnaire.

Une fois connectés, les actionnaires au nominatif pur ou administré devront suivre les instructions à l'écran sur le site OLIS Actionnaire afin d'accéder au site VOTACCESS sur lequel ils pourront voter, ou désigner ou révoquer un mandataire. Pour tout problème de connexion, les actionnaires sont invités à prendre contact avec CACEIS Corporate Trust, Service Relations Investisseurs, par téléphone au 01 57 78 34 44 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 (heure de Paris) ou par courriel à l'adresse suivante : ct-contact@caceis.com.

Les **actionnaires au porteur** qui souhaitent voter par internet, ou désigner ou révoquer un mandataire en ligne, devront, avant l'Assemblée, se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte pour savoir si celui-ci est connecté ou non au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite suivre les instructions à l'écran sur le portail Internet de son établissement teneur de compte afin d'accéder au site VOTACCESS sur lequel il pourra voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

Le **site Internet VOTACCESS** sera ouvert à partir du **vendredi 27 mai 2022 à 9 heures** jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale, soit le **mercredi 15 juin 2022, à 15 heures**, heure de Paris. Afin d'éviter tout engorgement éventuel du site Internet VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour saisir leurs instructions.

Le formulaire de procuration et/ou de vote par correspondance sera également mis à disposition des actionnaires sur le site internet de l'émetteur : <http://www.invest.quadiant.com/assemblees-generales>

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de Commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :



- pour les **actionnaires au nominatif** (pur ou administré) : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@caceis.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;

- pour les **actionnaires au porteur** : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@caceis.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire. Les actionnaires au porteur doivent également joindre à leur envoi l'attestation de participation établie par leur intermédiaire habilité.

Seules les notifications électroniques de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, soit le **15 juin 2022, à 15 heures**, heure de Paris, pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

C. Changement du mode de participation et cession d'actions

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, l'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut néanmoins, à tout moment, céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **14 juin 2022**, à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation et met fin à l'accès à la plateforme VOTACCESS. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires. Aucune cession ni autre opération réalisée après le **14 juin 2022**, à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire (art. R. 22-10-28 du Code de commerce).

3. Dépôt de questions écrites

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société conformément à l'article R. 225-84 du Code de Commerce. Ces questions doivent être adressées au Président du Conseil d'administration à l'adresse du siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : <http://www.invest.quadiant.com/assemblees-generales>) au plus tard à la fin du quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le **10 juin 2022**. Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

4. Demandes d'inscription de points ou projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables, peuvent requérir l'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour dans les conditions prévues aux articles L. 225-105, L. 225-120 et R. 225-71 à R. 225-73 du Code de commerce.

Les demandes d'inscription de points (qui doivent être motivées) ou de projets de résolutions à l'ordre du jour doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et être réceptionnées au plus tard vingt-cinq jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le **23 mai 2022**. Ces demandes doivent être accompagnées :



- du point à mettre à l'ordre du jour ainsi que de sa motivation ; ou
- du texte des projets de résolutions qui peuvent être assorties d'un bref exposé des motifs et, le cas échéant, des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce ; et
- d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de Commerce. Il est en outre rappelé que l'examen par l'Assemblée Générale des points ou des projets de résolutions à l'ordre du jour est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte de leurs titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le **14 juin 2022**.

La liste des points et le texte des projets de résolutions ajoutés à l'ordre du jour seront publiés sans délai sur le site internet de la Société, <http://www.invest.quadiant.com/assemblees-generales>, conformément à l'article R. 22-10-23 du Code de Commerce.

5. Documents mis à disposition des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués dans le cadre de cette Assemblée Générale, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de **QUADIANT SA** ou transmis sur simple demande adressée à CACEIS Corporate Trust.

Par ailleurs, les documents destinés à être présentés à l'Assemblée Générale ainsi que les autres informations et documents prévus par l'article R. 22-10-23 du Code de commerce seront disponibles sur le site Internet de la Société, <http://www.invest.quadiant.com/assemblees-generales>, au plus tard le **26 mai 2022** (soit 21 jours avant l'Assemblée Générale).

Le présent avis sera suivi d'un avis de convocation reprenant les éventuelles modifications apportées à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires et/ou le comité social et économique.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Informations complémentaires relatives au projet de résolutions

Les informations complémentaires suivantes sont relatives à certaines résolutions afin de fournir aux actionnaires des détails supplémentaires sur des sujets clés tels que la gouvernance, la rémunération des dirigeants, ainsi que les plans d'intéressement à long terme. Pour de plus amples d'informations, veuillez-vous référer au chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2021 de Quadient, qui est accessible sur le site Internet dédié aux Relations Investisseurs de la Société (<https://invest.quadient.com/rapports-financiers>).

Résolution n°6 : Rémunération du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2021

(Approbation de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022 à Monsieur Didier Lamouche, Président du Conseil)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L.225-37 et conformément aux articles L.22-10-9 et L.22-10-34 II du Code de commerce approuve tous les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels que figurant dans ledit rapport, à Monsieur Didier Lamouche, Président du Conseil. Ces informations figurent à la rubrique 2.3.1.2 « Le Président et le Directeur Général - rémunération 2021 » du document d'enregistrement universel 2021.

Résolution n°7 : Rémunération du Directeur Général pour l'exercice 2021

(Approbation de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022 à Monsieur Geoffrey Godet, Directeur Général)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L.225-37 et conformément aux articles L.22-10-9 et L.22-10-34 II du Code de commerce, approuve tous les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels que figurant dans ledit rapport, à Monsieur Geoffrey Godet, Directeur Général. Ces informations figurent à la rubrique 2.3.1.2 « Le Président et le Directeur Général - rémunération 2021 » du document d'enregistrement universel 2021.

Résolution n°8 : Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration

(Politique de rémunération du Président : Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L.225-37 et conformément à l'article L.22-10-8 II du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la politique de rémunération comprenant les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature présentés dans le rapport précité et attribuables, en raison du mandat social de Président, établie en application de l'article L.22-10-8 I du Code de commerce. Cette politique est décrite à la rubrique 2.3.2.2 « Le Président – Rémunération 2022 » du document d'enregistrement universel 2021.



Résolution n°9 : Politique de rémunération du Directeur Général

(Politique de rémunération du Directeur Général : Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général)

Rémunération fixe annuelle

La rémunération fixe annuelle est déterminée par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations en application des principes du Code Afep-Medef. Ainsi, la rémunération fixe du directeur général a été déterminée par rapport au périmètre de la fonction et aux pratiques observées dans les groupes français et internationaux dont les activités, le chiffre d'affaires, la capitalisation boursière, le nombre d'employés et les enjeux se rapprochent de ceux de Quadient.

Cette comparaison de la rémunération du directeur général avec la médiane des rémunérations du panel français de référence et l'assistance du cabinet de conseil précité, permettent d'évaluer le positionnement de la rémunération du directeur général. Sur la base de ces références et considérant que l'enveloppe de rémunération n'avait pas été révisée depuis sa nomination au poste de directeur général, il y a quatre ans, le Comité des nominations et des rémunérations recommande d'augmenter son salaire de base annuel de 607 000 euros à 650 000 euros (+7 %).

L'examen de l'enveloppe de rémunération du directeur général est censé survenir à chaque renouvellement de mandat, mais, compte tenu de la situation économique causée par la crise COVID-19 à ce moment-là, il avait été décidé de reporter tout ajustement. De plus, depuis sa nomination au poste de directeur général, Quadient a évolué vers une société au profil plus SaaS/technologique, se déplaçant ainsi vers un marché de la rémunération plus concurrentiel.

Rémunération variable annuelle

La rémunération variable annuelle du Directeur Général dépend des résultats du groupe, ainsi que de sa performance individuelle, sur la base de critères financiers à hauteur de 70 % du bonus cible (contre 80% en 2020), complétés par des objectifs spécifiques qualitatifs de performance individuelle à hauteur de 30 % (contre 20% en 2020). Le nombre de critères a été allégé afin de renforcer leur importance. Pour accompagner les communautés dans lesquelles nous opérons et promouvoir la mixité à tous les niveaux, des critères ESG ont été mis en place. À titre d'exemple, pour l'exercice 2022, la part variable de la rémunération du Directeur Général représenterait 100 % de la part fixe à objectifs quantitatifs et qualitatifs atteints. Elle pourrait monter jusqu'à 150 % en cas d'objectifs dépassés.

Pour 2022, les critères financiers utilisés pour la rémunération variable du Directeur Général sont les suivants :

- Le taux de croissance organique du chiffre d'affaires : ce critère a été sélectionné pour démontrer la reprise de la croissance dans le cadre de la stratégie *Back to Growth* (30 %) ;
- Le résultat opérationnel courant, hors charges liés aux acquisitions et efforts d'innovation et à périmètre constant : la mesure du résultat opérationnel courant a été choisie pour s'assurer que la croissance soit profitable (30 %) ;
- Le *free cash flow* : ce critère constitue le principal indicateur de la création de valeur dans le temps (10 %).

Pour 2022, les critères qualitatifs utilisés pour la rémunération variable du Directeur Général sont les suivants :

- 10 % : Intelligent Communication Automation :
 - Créer et développer une organisation ICA mature qui englobe la transformation de l'organisation R&D en une équipe mondiale intégrée avec des synergies opérationnelles et un ensemble de KPI mis en place,
 - Une vision de l'ensemble du portefeuille de solutions et
 - Une intégration réussie des acquisitions.
- 10 % : Mail-Related Solutions and Parcel Locker Solutions :



- Maintien de la satisfaction client MRS à 97%. Le seuil est fixe à 95% et le maximum serait déclenché à 98%.
- Maintien de la satisfaction client MRS à 77%. Le seuil est fixe à 75% et le maximum serait déclenché à 80%.
- 10 % : Amélioration de la diversité :
 - Accélérer amélioration de la présence de la diversité pour les strates managériales : la proportion de femmes dans la population des cadres supérieurs et du comité exécutif devrait être portée à 24%. Le seuil est fixé à 23% et le maximum serait déclenché à 26%. Le calcul ne sera déclenché que s'il y a un minimum de 28% de femmes parmi les administrateurs et les cadres intermédiaires à la fin de l'exercice 2022.

Intéressement à long-terme

La partie à long-terme de la rémunération du Directeur Général se compose d'un plan d'attribution d'actions gratuites de performance ouvert à une variété de cadres et de talents clés au sein du Groupe, sur décision du Conseil d'administration statuant sur recommandations du Comité des nominations et des rémunérations.

L'attribution accordée au Directeur Général est plafonnée à 10 % de l'enveloppe totale d'actions gratuites à attribuer annuellement, ce qui représente un maximum de 0,13 % du capital social de Quadient.

En 2022, il a été décidé de fixer la part de rémunération que représente l'intéressement à long-terme à 135% du salaire de base du directeur général. La valeur nominale du cours de l'action sera déterminée sur la base de la valeur moyenne mensuelle du cours de l'action avant la date d'attribution. Le nombre d'actions de performance attribuées ne peut varier de plus de 30% (à la hausse ou à la baisse) d'une année sur l'autre afin de prévenir les effets d'aubaine qui pourraient résulter de la volatilité du cours de l'action. Les actions de performance seront soumises à une période d'acquisition de trois ans.

Comme expliqué dans la lettre de la Présidente du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration a décidé de mettre à jour partiellement les critères de performance rattachés au plan d'attribution d'actions 2022.

- La croissance organique a été supprimée, car elle est déjà utilisée pour mesurer la performance de la rémunération variable annuelle. La pondération de l'objectif de retour sur capitaux employés (ROCE) a été augmentée de 20% à 40% du total du plan d'ILT. Sur recommandation de certains de nos actionnaires, des critères ESG ont été mis en place, en lien avec plusieurs évolutions d'entreprise observées sur le marché au cours des dernières années.
- L'augmentation du poids du ROCE a été proposée par le Conseil d'administration car il s'agit d'un indicateur largement utilisé permettant de mesurer la création de valeur de l'entreprise. L'objectif fixé est exigeant car il nécessitera une augmentation significative du résultat opérationnel, compte tenu de la stabilité des capitaux employés de Quadient. Le contexte inflationniste actuel et la diversité des activités de Quadient sont des facteurs supplémentaires expliquant l'ambition de l'objectif présenté.
- L'introduction de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans le plan d'intéressement à long terme 2022 aligne désormais la rémunération du PDG sur les objectifs de développement durable de la société. Les critères choisis s'inscrivent dans la mission de Quadient de jouer son rôle dans la lutte contre le changement climatique et dans la réduction de son empreinte carbone, conformément à l'Accord de Paris et à l'initiative de trajectoire « bien en dessous de 2°C ». Avec 2018 comme année de référence, établie avant le début de la stratégie de retour à la croissance, l'objectif initial de la société était d'atteindre la trajectoire « bien en dessous de 2°C » et de réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à la consommation d'énergie et au parc de véhicules d'entreprise (scope 1 & 2) de 28 % entre 2018 et 2030. Grâce en partie aux actions de l'entreprise et en partie à la crise du Covid-19, 2021 s'est traduit par une réduction significative (-45,9%) des émissions par rapport à la référence de 2018, donnant l'impression que l'objectif initial avait déjà été atteint. En réalité, une partie importante de la réduction des GES était liée à une activité réduite pour Quadient en 2020 et 2021, causée principalement par l'impact du Covid-19. Ainsi, pour la période 2022-2024 et conformément à notre plan d'affaires, nous nous



attendons à voir les émissions de GES de scope 1 et 2 augmenter à un taux à deux chiffres alors que nous anticipons une augmentation des consommations d'énergie et des déplacements. Pour conserver le bénéfice des améliorations apportées, mais aussi conserver une flexibilité face à l'évolution du Covid-19 et aux performances commerciales prévues, le Conseil d'administration a décidé d'augmenter notre niveau d'ambition avec des objectifs plus agressifs en ligne avec la trajectoire 1,5°C tout en maintenant l'année 2018 comme référence. Ainsi, en suivant ce nouveau scénario, l'entreprise s'engage à réduire ses émissions de GES liées aux scopes 1 & 2 de 25,2 % d'ici à 2024 et de 50,4 % d'ici à 2030.

- En outre, le groupe de référence utilisé pour analyser le rendement relatif total pour l'actionnaire (RTSR) a été modifié et devient désormais le CAC Small + Mid 60. Ce changement a été proposé pour retenir un indice plus pertinent pour Quadient, puisque la société en fait partie et que le cours de l'action est plus étroitement lié à ces indices que le SBF 120 utilisé en 2021. Le grand nombre de sociétés composant ces indices apportera une stabilité dans les analyses d'une année sur l'autre. L'objectif pour atteindre le paiement maximal de la partie du plan lié au RTSR a été réduit au 70ème percentile des pairs par rapport au 75ème percentile utilisé précédemment. Cela a été fait pour harmoniser cet objectif avec le plan d'actions gratuites en place pour les dirigeants et les talents de Quadient.

L'acquisition définitive des attributions gratuites d'actions est soumise à des conditions de présence et les critères de performance suivants seront évalués par le Conseil d'administration au terme d'une période d'acquisition de trois ans à compter de la date d'attribution.

Pour 2022, les critères financiers utilisés pour la rémunération à long-terme du Directeur Général sont les suivants :

- ESG, objectif lié aux émissions de gaz à effet de serre pour Quadient (20 %) ;
- Rendement total relatif pour les actionnaires à l'indice CAC Small + Mid 60 entre N et N+3 (40 %) ;
- Retour sur capitaux employés (ROCE) (40 %)

Ces critères sont mesurés sur une période de trois années fiscales.

Résolution n°19 : Augmentation de l'âge limite à 70 ans pour exercer les fonctions de président du Conseil d'administration

(Modification de l'article 13 des statuts de la Société en vue d'augmenter l'âge limite à 70 ans pour exercer les fonctions de président du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 13 des statuts de Quadient comme suit :

« Nul ne peut être désigné président du conseil d'administration s'il est âgé de **70 ans ou plus**. »

Le reste de l'article 13 est inchangé.

Résolutions n°20 à 30 : Émission d'actions et/ou de titres

Les résolutions 20 à 30 concernent le renouvellement des délégations et autorisations à accorder au Conseil d'administration en vue de l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières.

Pour les résolutions impliquant la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (résolutions 21, 22, 23, 24, 27 et 28), le montant des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de ces délégations de compétence ne pourra excéder un montant nominal de 3 400 000 euros, soit moins de 10 % du capital social au 31 janvier 2022 (et s'inscrit dans le plafond global fixé par la résolution 20).



BROCHURE DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES 2022

quadi^{ent}
Because connections matter.

Pour l'autorisation impliquant le maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (résolution 20), le montant des augmentations de capital pouvant être réalisées ne pourra pas dépasser une valeur nominale de 15 000 000 euros, soit moins de 50 % du capital social au 31 janvier 2022.

Le montant de l'autorisation est justifié par la nécessité de maintenir la capacité de Quadient à saisir les opportunités potentielles de développement dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie *Back to Growth*.



Historique des attributions d'actions de performance

Attribution gratuite d'actions

Date de l'Assemblée	30/06/2017	30/06/2017	28/06/2019	28/06/2019	06/06/2020	06/06/2020
Date du Conseil	28/06/2018	26/04/2019	23/09/2019	06/01/2020	25/09/2020	25/09/2020
Date d'attribution	28/06/2018	26/04/2019	23/09/2019	06/01/2020	15/01/2021	08/02/2021
Conditions de performance	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Nombre total d'actions attribué, dont à :	226 600	12 000	391 030	5 000	383 500	2 500
Didier Lamouche – Président	-	-	-	-	-	-
<i>En pourcentage du capital social</i>	-	-	-	-	-	-
Geoffrey Godet – Directeur Général	40 000	-	40 000	-	40 000	-
<i>En pourcentage du capital social</i>	0,12%	-	0,12%	-	0,12%	-
Date d'acquisition des actions	29/06/2021	27/04/2022	24/09/2022	07/01/2023	16/01/2024	09/02/2024
Date de fin de période de conservation	29/06/2021	27/04/2022	24/09/2022	07/01/2023	16/01/2024	09/02/2024
Nombre d'actions définitivement attribuées au 31/01/2022	-	-	-	-	-	-
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques au 31/01/2022	202 900	11 000	45 880	5 000	8 500	-
Nombre d'actions restant à acquérir au 31/01/2022	23 700	1 000	345 150	-	375 000	2 500

Attribution gratuite d'actions

Date de l'Assemblée	06/06/2020	01/07/2021	01/07/2021
Date du Conseil	25/09/2020	24/09/2021	24/09/2021
Date d'attribution	15/02/2021	24/09/2021	13/12/2021
Conditions de performance	oui	oui ⁽¹⁾	oui ⁽²⁾
Nombre total d'actions attribué, dont à :	4 000	385 500	3 800
Didier Lamouche – Président	-	-	-
<i>En pourcentage du capital social</i>	-	-	-
Geoffrey Godet – Directeur Général	-	40 000	-
<i>En pourcentage du capital social</i>	-	0,12%	-
Date d'acquisition des actions	16/02/2024	25/09/2024	02/12/2024
Date de fin de période de conservation	16/02/2024	25/09/2024	02/12/2024
Nombre d'actions définitivement attribuées au 31/01/2022	-	-	-
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques au 31/01/2022	-	-	-
Nombre d'actions restant à acquérir au 31/01/2022	4 000	385 500	3 800

(1) Pour 193 690 actions dont l'intégralité des 40 000 action attribuées au Directeur Général

(2) Pour 1 450 actions



1. Détails du plan 2018 livré en 2021

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'Administration a considéré le 6 mai 2021, dans le contexte exceptionnel induit par la crise COVID-19, que les éléments relatifs à l'exercice 2020 n'étaient pas représentatifs de la performance globale de Quadient sur la période de référence des plans d'actions de performance en cours et auraient ainsi un impact disproportionné en entraînant une perte démotivante d'actions de performance pour l'ensemble des bénéficiaires qui ont contribué au redressement et au rebond de la performance de Quadient. Les actionnaires ont approuvé l'ajustement des plans d'actions de performance au regard de la politique de rémunération du directeur général lors de l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2021.

Par conséquent, les indicateurs ont été recalculés comme décrit ci-dessous et l'acquisition globale du plan représente **13,3%** du total.

<i>Période d'acquisition (sur la base de l'exercice 2020)</i>	Poids de chaque indicateur	Seuil	Maximum	Valeur	Niveau de réalisation	Niveau d'acquisition
Indicateur de performance						
Croissance organique des ventes sur la base de la performance moyenne sur trois ans	20 %	(1,0) %	0,0 %	0,9 %	192 %	100 %
EBIT consolidé, en % du chiffre d'affaires consolidé au 31 janvier 2021	20 %	17,5 %	18,5 %	16,2 %	(130) %	0 %
Rendement total relatif pour les actionnaires par rapport au SBF120 (du 28/06/2018 au 28/06/2021)	60 %	0,0 %	2,0 %	(2,9) %	(143) %	0 %
Total						13,3 %



Projet de résolutions

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation du bilan et des comptes sociaux)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve, dans toutes leurs parties, le rapport de gestion et les comptes sociaux annuels arrêtés au 31 janvier 2022 (compte de résultats, bilan et annexes), tels qu'ils ont été établis et lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes.

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts non déductibles des résultats imposables, qui s'élèvent à la somme de 94 038 € pour l'exercice clos le 31 janvier 2022 ainsi que l'impôt correspondant supporté par la Société du fait de la non-déductibilité, qui est d'un montant de 25 860 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Affectation du résultat et distribution par prélèvements sur le bénéfice distribuable)

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que :

le report à nouveau s'élève à :	273 834 682,74 €
auquel s'ajoute le résultat de l'exercice s'élevant à :	103 724 679,20 €
soit un montant total disponible et distribuable de :	377 559 361,94 €

décide tout d'abord d'affecter ce montant comme suit :

- Dotation de la réserve légale : 0,00 €
- Versement d'un dividende ordinaire de 0,55 € par action : 18 866 566,95 €

Le report à nouveau après affectation ressort à :	358 692 794,99 €
---	------------------

L'Assemblée Générale prend donc acte qu'il sera versé un montant de 0,55 € par action qui sera mis en paiement en numéraire le 8 août 2022.

Sur le plan fiscal, cette distribution ouvre droit au profit des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

Le montant de la distribution ci-dessus ayant été calculé sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société au 31 janvier 2022, l'Assemblée Générale décide que, conformément aux dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce, le montant des sommes distribuées correspondant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement sera affecté au compte « Report à nouveau ».

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à prélever sur le compte « Report à nouveau » ou « Prime d'Émission » ou « Prime de Conversion » les montants nécessaires au paiement des sommes distribuées aux actions, résultant (i) de l'exercice d'options de souscription ou



d'achat d'actions et (ii) du transfert de propriété des actions attribuées gratuitement entre le 1er février 2020 et la date de mise en paiement des sommes distribuées.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il a été versé un dividende ordinaire de 0,53 € par action, soit 18 233 549,19 € au titre de l'exercice 2018, qu'il a été versé un montant ordinaire de 0,35 € par action, soit 12 019 317,45 € au titre de l'exercice 2019 et qu'il a été versé un montant ordinaire de 0,50 € par action, soit 17 166 816 € au titre de l'exercice 2020.

	2018	2019	2020
Nombre d'actions	34 562 912	34 562 912	34 562 912
Valeur nominale de l'action (en €)	1	1	1
Résultat net par action (en €) Groupe Quadient	2,40	0,15	0,92
Montant distribué par action (en €)	0,53	0,35	0,50
Abattement Personne physiques fiscalement domiciliées en France sur le dividende	éligible 40 %	éligible 40 %	éligible 40 %

TROISIÈME RÉOLUTION

(Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration (incluant le rapport sur la gestion du Groupe) et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve dans toutes leurs parties le rapport de gestion et les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 janvier 2022, tels qu'ils ont été établis et lui ont été présentés et qui font ressortir un bénéfice net consolidé part du Groupe de 87 835 milliers d'euros.

QUATRIÈME RÉOLUTION

(Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et du rapport du Conseil d'Administration, approuve les termes de ce rapport.

CINQUIÈME RÉOLUTION

(Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L.225-37 et conformément aux articles L.22-10-9 et L.22-10-34 I du Code de commerce, approuve les informations mentionnées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce telles que présentées à l'Assemblée Générale dans le rapport précité. Ces informations figurent à la rubrique 2.3.1 « Rémunération des dirigeants et des administrateurs » du document d'enregistrement universel 2021.



SIXIÈME RÉOLUTION

(Approbation de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022 à Monsieur Didier Lamouche, Président du Conseil)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L.225-37 et conformément aux articles L.22-10-9 et L.22-10-34 II du Code de commerce approuve tous les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels que figurant dans ledit rapport, à Monsieur Didier Lamouche, Président du Conseil. Ces informations figurent à la rubrique 2.3.1.2 « Le Président et le Directeur Général - rémunération 2021 » du document d'enregistrement universel 2021.

SEPTIÈME RÉOLUTION

(Approbation de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022 à Monsieur Geoffrey Godet, Directeur Général)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu par l'article L.225-37 et conformément aux articles L.22-10-9 et L.22-10-34 II du Code de commerce, approuve tous les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels que figurant dans ledit rapport, à Monsieur Geoffrey Godet, Directeur Général. Ces informations figurent à la rubrique 2.3.1.2 « Le Président et le Directeur Général - rémunération 2021 » du document d'enregistrement universel 2021.

HUITIÈME RÉOLUTION

(Politique de rémunération du Président : Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L.225-37 et conformément à l'article L.22-10-8 II du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la politique de rémunération comprenant les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature présentés dans le rapport précité et attribuables, en raison du mandat social de Président, établie en application de l'article L.22-10-8 I du Code de commerce. Cette politique est décrite à la rubrique 2.3.2.2 « Le Président – Rémunération 2022 » du document d'enregistrement universel 2021.

NEUVIÈME RÉOLUTION

(Politique de rémunération du Directeur-Général : Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L.225-37 et conformément à l'article L.22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération comprenant les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels (dont les actions de performance) composant la rémunération totale, les engagements mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.22-10-9 du Code de commerce, et les avantages de toute nature présentés dans le rapport précité et attribuables, en raison du mandat social de Directeur Général, établie en application de l'article L.22-10-8 I du Code de commerce. Cette politique est décrite à la rubrique 2.3.2.2 « Le Directeur Général – Rémunération 2022 » du document d'enregistrement universel 2021.



DIXIÈME RÉOLUTION

(Approbation de la politique de rémunération des administrateurs en application de l'article L.22-10-8 II du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise prévu à l'article L.225-37 et conformément à l'article L.22-10-8 II du Code de commerce :

- décide, à compter de l'exercice 2022, de fixer le montant de la somme fixe annuelle visée à l'article L.225-45 du Code de commerce que la Société est susceptible d'allouer aux administrateurs au titre de leurs fonctions à 555 000 € par exercice ; et
- approuve la politique de rémunération des administrateurs de la Société, présentée dans le rapport précité et établie en application de l'article L.22-10-8 I du Code de commerce. Cette politique est décrite à la rubrique 2.3.1.1 « Politique de rémunération des administrateurs non dirigeants » du document d'enregistrement universel 2021.

ONZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Didier Lamouche)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Didier Lamouche à compter de ce jour et pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 janvier 2025.

DOUZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Nathalie Wright)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Nathalie Wright à compter de ce jour et pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 janvier 2025.

TREIZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Martha Bejar)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Martha Bejar à compter de ce jour et pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 janvier 2025.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

(Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur : Madame Paula Felstead)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Madame Paula Felstead, faite par le Conseil d'Administration lors de la séance en date du 24 septembre 2021, pour la durée restant à courir du mandat en cours de Virginie Fauvel, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2022.



QUINZIÈME RÉOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Paula Felstead)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Paula Felstead à compter de ce jour et pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 janvier 2025.

SEIZIÈME RÉOLUTION

(Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes titulaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire la société Mazars, en remplacement de la société FINEXSI AUDIT dont le mandat est arrivé à échéance et ce, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2028.

DIX SEPTIÈME RESOLUTION

(Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes suppléant)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant la société CBA en remplacement de Monsieur Olivier Courau dont le mandat est arrivé à échéance et ce, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2028.

DIX HUITIÈME RESOLUTION

(Programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'Administration sur le programme de rachat d'actions, autorise ce dernier, avec faculté de subdélégation, conformément aux articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, aux dispositions du règlement européen n°596/2014 et du règlement délégué n°2016/1052 et aux articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à procéder ou faire procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 10 % du nombre total d'actions composant le capital social, cette limite s'appréciant au moment des rachats, étant précisé que le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit, directement ou indirectement, ne dépassera pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'Assemblée Générale décide que cette autorisation pourra servir, aux fins :

- de l'annulation, en tout ou partie, dans le cadre de la politique financière de la Société, des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'adoption de la 32^{ème} résolution,
- de respecter les obligations de délivrance d'actions contractées à l'occasion de l'émission de titres ou valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital,
- de couvrir (a) des programmes d'options d'achat d'actions de la Société au bénéfice des salariés et des mandataires sociaux du groupe, (b) l'attribution d'actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux du groupe, (c) l'attribution ou la cession d'actions aux salariés du Groupe dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié, de plans d'épargne d'entreprise ou de toutes autres dispositions légales,



- de la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe, pour un montant ne pouvant dépasser 5 % du capital social,
- d'assurer la liquidité et/ou l'animation du marché de l'action, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie admise par l'Autorité des Marchés Financiers et confié à un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, et
- plus généralement, d'opérer tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation, ou toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché, sous réserve d'en informer les actionnaires par voie de communiqué.

Le prix maximum d'achat ne pourra dépasser 50 euros par action, hors frais d'acquisition, ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie. Sur ces bases et selon le montant du capital social actuel, le montant maximum des fonds destinés à la réalisation du programme de rachat d'actions est ainsi de 172 814 550 euros, soit 3 456 291 actions.

Le prix d'achat des actions sera ajusté par le Conseil d'Administration en cas d'opérations financières sur la Société, notamment de division ou de regroupement des actions ou dans le cadre de plan d'option d'achat d'actions et de cessions ou d'attributions d'actions aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Notamment, en cas d'augmentation du capital par l'incorporation de réserves et l'attribution d'actions gratuites, les montants indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et le nombre après l'opération. L'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourront être effectués par tous moyens sur le marché ou hors marché, y compris par des transactions de blocs ou par l'utilisation de produits dérivés, notamment par l'achat d'options d'achat dans le respect de la réglementation en vigueur. La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transaction de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment dans le respect de la réglementation en vigueur, à l'exclusion des périodes d'offre publique.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer, à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession ou de transfert, conclure tous accords, procéder aux ajustements éventuellement nécessaires, effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités.

La présente autorisation est consentie pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente Assemblée. Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juillet 2021, dans sa 19^{ème} résolution.

Le prix d'achat des actions sera ajusté par le Conseil en cas d'opérations financières sur la Société, notamment de division ou de regroupement des actions ou dans le cadre de plan d'option d'achat d'actions et de cessions ou d'attributions d'actions aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Notamment, en cas d'augmentation du capital par l'incorporation de réserves et l'attribution d'actions gratuites, les montants indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et le nombre après l'opération. L'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourront être effectués par tous moyens sur le marché ou hors marché, y compris par des transactions de blocs ou par l'utilisation de produits dérivés, notamment par l'achat d'options d'achat dans le respect de la réglementation en vigueur. La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transaction de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment dans le respect de la réglementation en vigueur, à l'exclusion des périodes d'offre publique.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer, à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession ou de transfert, conclure tous accords, procéder aux ajustements éventuellement nécessaires, effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités.



La présente autorisation est consentie pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente Assemblée. Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 2020, dans sa 15^{ème} résolution.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

DIX NEUVIÈME RÉOLUTION

Modification de l'article 13 des statuts de la Société en vue d'augmenter l'âge limite à 70 ans pour exercer les fonctions de président du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 13 des statuts de Quadient comme suit :

« *Nul ne peut être désigné président du conseil d'administration s'il est âgé de 70 ans ou plus.* »

Le reste de l'article 13 est inchangé.

VINGTIÈME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129-2 et L.228-92 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société par l'émission en France et/ou à l'étranger d'actions ordinaires ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme à des actions de la Société, les valeurs mobilières autres que les actions pouvant également être libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- décide que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisés immédiatement ou à terme ne pourra être supérieur à 15 000 000 euros en nominal, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la loi, montant auquel s'ajoutera le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, le droit des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Il est précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation est commun avec les 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ;
- décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires ; elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non. Les titres de créance donnant accès à des actions ordinaires de la Société pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société. Le montant nominal maximal de telles émissions ne pourra excéder 500 000 000 euros à la date de la décision d'émission, ou leur contre-valeur, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant maximal de 500 000 000 euros est commun avec les 23^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions. Ce montant ne comprend pas les primes de remboursement éventuellement stipulées ;



- décide que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. Le Conseil d'Administration pourra, en outre, conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible à un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourront souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et dans la limite de leurs demandes. Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières, le Conseil pourra, à son choix, limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, répartir à sa diligence les titres non souscrits et/ou les offrir au public.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en vertu de la présente délégation :

- décide que le Conseil d'Administration disposera des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente résolution, fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder, le cas échéant, à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la Société et de fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles applicables, procéder à la modification corrélative des statuts et permettre l'imputation éventuelle des frais sur la prime d'émission et, généralement, faire le nécessaire
- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation accordée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021, dans sa 21^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

VINGT ET UNIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier))

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-136, L.228-92 et L.22-10-52 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, sans droit préférentiel de souscription, par l'émission en France et/ou à l'étranger d'actions ordinaires;
- décide que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 3 400 000 euros en nominal, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la loi, montant auquel s'ajoutera le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, le droit des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Il est en outre précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation :



- cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 26^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 3 400 000 euros en nominal et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ; et
- cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 20^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 15 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ;
- décide de proposer ces actions ordinaires dans le cadre d'une offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier) dans les conditions et limites légales maximum prévues par les lois et règlements, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra instituer au profit des porteurs d'actions ordinaires un droit de priorité, irréductible et, le cas échéant, réductible, sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et dans les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions ordinaires possédées par chaque porteur d'actions ordinaires, ce droit de priorité ne pouvant donner lieu à la création de droits négociables ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires, le Conseil pourra, à son choix, limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, répartir à sa diligence les titres non souscrits, et/ou les offrir au public ;
- décide que le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de la présente résolution sera au moins égal au minimum autorisé par la législation en vigueur ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation ;
- décide que le Conseil d'Administration disposera des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente résolution, et notamment :
- déterminer la nature et les conditions de placement des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;
- déterminer les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, notamment, la catégorie des titres émis et fixer, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance éventuellement rétroactive ;
- prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles ;
- passer toute convention, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées, ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir ;
- constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations, et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;



- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation accordée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021, dans sa 22^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée.

VINGT DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, L.228-92, L.22-10-51 et L.22-10-52 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, sans droit préférentiel de souscription, par l'émission en France et/ou à l'étranger d'actions ordinaires ;
- décide que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 3 400 000 euros en nominal, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la loi, montant auquel s'ajoutera le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, le droit des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Il est en outre précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation :
- cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 21^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 3 400 000 euros en nominal et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ; et
- cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 20^{ème}, 21^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 15 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ;
- décide de proposer ces actions ordinaires dans le cadre d'une offre au public visée au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier dans les conditions et limites légales maximum prévues par les lois et règlements, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra instituer au profit des porteurs d'actions ordinaires un droit de priorité, irréductible et, le cas échéant, réductible, sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et dans les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions ordinaires possédées par chaque porteur d'actions ordinaires, ce droit de priorité ne pouvant donner lieu à la création de droits négociables ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires, le Conseil d'Administration pourra, à son choix, limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, répartir à sa diligence les titres non souscrits, et/ou les offrir au public ;
- décide que le prix d'émission des actions ordinaires à émettre dans le cadre de la présente résolution sera au moins égal au minimum autorisé par la législation en vigueur ;



- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation ;
- décide que le Conseil d'Administration disposera des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente résolution, et notamment :
- déterminer la nature et les conditions de placement des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;
- déterminer les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, notamment, la catégorie des titres émis et fixer, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance éventuellement rétroactive ;
- prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles ;
- passer toute convention, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées, ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir ;
- constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;
- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation accordée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021, dans sa 23^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée.

VINGT TROISIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier))

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, L.228-92, L.22-10-51 et L.22-10-52 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, sans droit préférentiel de souscription, par l'émission en France et/ou à l'étranger de valeurs mobilières



donnant accès au capital de la Société qui pourront être libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

- décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires ; elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non. Les titres de créance donnant accès à des actions ordinaires de la Société pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société ;
- décide que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 3 400 000 euros en nominal, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la loi, montant auquel s'ajoutera le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, le droit des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Il est précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation :
 - cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 21^{ème}, 22^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 3 400 000 euros en nominal, et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ; et
 - cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 15 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ;
- décide que le montant nominal maximal de ou des émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ne pourra excéder 350 000 000 euros à la date de la décision d'émission, ou leur contre-valeur, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies. Il est en outre précisé que le montant maximum des émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation :
 - cumulé avec les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pouvant résulter des délégations prévues aux 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 350 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des émissions réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ; et
 - cumulé avec les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pouvant résulter des délégations prévues aux 20^{ème}, 24^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 500 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des émissions réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ;
- ce montant ne comprend pas les primes de remboursement éventuellement stipulées ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre dans le cadre de la présente délégation et de proposer les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans le cadre d'une offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier) dans les conditions et limites légales maximum prévues par les lois et règlements, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra instituer au profit des porteurs d'actions ordinaires un droit de priorité, irréductible et, le cas échéant, réductible, sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et dans les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions ordinaires possédées par chaque porteur d'actions ordinaires, ce droit de priorité ne pouvant donner lieu à la création de droits négociables ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, le Conseil pourra, à son choix, limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, à



condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, répartir à sa diligence les titres non souscrits, et/ou les offrir au public ;

- décide que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre dans le cadre de la présente résolution sera au moins égal au minimum autorisé par la législation en vigueur ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en vertu de la présente délégation ;
- décide que le Conseil d'Administration disposera des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente résolution, et notamment :
 - déterminer les conditions de placement des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;
 - déterminer les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en particulier leur durée et leur rémunération et fixer, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, les modalités selon lesquelles les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la Société, les conditions de leur rachat en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre ;
 - prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles ;
 - passer toute convention, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées, ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir ;
 - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;
- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation accordée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021, dans sa 24^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée.



VINGT QUATRIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, L.228-92, L.22-10-51 et L.22-10-52 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, sans droit préférentiel de souscription, par l'émission en France et/ou à l'étranger de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qui pourront être libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires ; elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non. Les titres de créance donnant accès à des actions ordinaires de la Société pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société ;
- décide que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisés à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 3 400 000 euros en nominal, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la loi, montant auquel s'ajoutera le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, le droit des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Il est précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation :
 - cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 3 400 000 euros en nominal, et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ; et
 - cumulé avec celles pouvant résulter des délégations prévues aux 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 15 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global :
- décide que le montant nominal maximal de ou des émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ne pourra excéder 350 000 000 euros à la date de la décision d'émission, ou leur contre-valeur, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies. Il est en outre précisé que le montant maximum des émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation :
 - cumulé avec les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pouvant résulter des délégations prévues aux 23^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 350 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des émissions réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global ; et
 - cumulé avec les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pouvant résulter des délégations prévues aux 20^{ème}, 23^{ème}, 27^{ème} et 28^{ème} résolutions est de 500 000 000 euros en nominal et que le montant nominal total des émissions réalisées au titre de ces résolutions s'imputera sur ce plafond global. Ce montant ne comprend pas les primes de remboursement éventuellement stipulées ;



- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre dans le cadre de la présente délégation et de proposer les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans le cadre d'une offre au public visée au 1 de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier dans les conditions et limites légales maximum prévues par les lois et règlements, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra instituer au profit des porteurs d'actions ordinaires un droit de priorité, irréductible et, le cas échéant, réductible, sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et dans les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions ordinaires possédées par chaque porteur d'actions ordinaires, ce droit de priorité ne pouvant donner lieu à la création de droits négociables ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, le Conseil pourra, à son choix, limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, répartir à sa diligence les titres non souscrits, et/ou les offrir au public ;
- décide que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre dans le cadre de la présente résolution sera au moins égal au minimum autorisé par la législation en vigueur ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en vertu de la présente délégation ;
- décide que le Conseil d'Administration disposera des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente résolution, et notamment :
 - déterminer les conditions de placement des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;
 - déterminer les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en particulier leur durée et leur rémunération et fixer, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, les modalités selon lesquelles les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la Société, les conditions de leur rachat en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre ;
 - prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles ;
 - passer toute convention, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées, ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir ;
 - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;



- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation accordée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021, dans sa 25^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée.

VINGT CINQUIÈME RÉOLUTION

(Autorisation consentie au Conseil d'Administration pour augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires en cas d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, s'il constate une demande excédentaire en cas d'augmentation de capital décidée en application des 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème} résolutions, à augmenter le nombre de titres conformément aux dispositions des articles L.225-135-1 et R.225-118 du Code de commerce dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de (i) 15 % de l'émission initiale et (ii) des plafonds prévus auxdites résolutions, et ce, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation accordée par l'Assemblée 1^{er} juillet 2021, dans sa 26^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée.

VINGT SIXIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfiques, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement possible, sous la forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités ;
- décide que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées ;
- décide que le montant de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder le montant global des sommes pouvant être incorporées et le montant nominal total de



30 000 000 d'euros, montant fixé indépendamment des plafonds maximum des augmentations de capital susceptibles de résulter des émissions d'actions ou autres valeurs mobilières autorisées ou déléguées par la présente assemblée et auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, dans les conditions légales et réglementaires, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres titres donnant accès à terme à des actions de la Société ;

- décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution, et notamment de :
 - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
 - fixer le nombre d'actions ordinaires nouvelles à émettre et/ou le montant dont la valeur nominale des actions existantes composant le capital social sera augmentée ;
 - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants portera effet ;
 - prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
 - imputer sur un ou plusieurs postes de réserves disponibles le montant des frais afférents à l'augmentation de capital correspondante et s'il le juge opportun, y prélever les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission ;
 - et généralement prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet, en particulier celle conférée par l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2021 dans sa 27^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée.

VINGT SEPTIÈME RÉOLUTION

(Délégation consentie au Conseil d'Administration en vue d'une augmentation de capital social par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital en rémunération d'apports en nature dans la limite de 10 % du capital social)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-147 et L.22-10-53 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration, pour une durée de 26 mois, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder sur le rapport du Commissaire aux Apports mentionné aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article L.225-147 et à l'article L.22-10-53 susvisés, l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables. Le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10 % du capital de la Société étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'impute sur les plafonds globaux prévus, d'une part, aux 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème} et 28^{ème} résolutions et, d'autre part, par la 20^{ème} résolution, et qu'il est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires



à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société ;

- prend acte de l'absence de droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société émises sur le fondement de la présente délégation et aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;
- décide que le Conseil d'Administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour fixer la nature des valeurs mobilières à créer, leurs caractéristiques et les modalités de leur émission, pour statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux Apports mentionné aux 1er et 2e alinéas de l'article L.225-147 et à l'article L.22-10-53 susvisés, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;
- prend acte que la présente délégation met fin, avec effet immédiat, à toute délégation antérieure ayant le même objet, en particulier celle conférée par l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2021 dans sa 28^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de pouvoir à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

VINGT HUITIÈME RÉSOLUTION

(Délégation consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société)

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et statuant conformément à l'article L.22-10-54 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration, pour une durée de 26 mois, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société, en rémunération de titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société en France ou à l'étranger, selon les règles locales, sur des titres admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L.22-10-54 susvisé, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires et valeurs mobilières à émettre.
- Le montant nominal des augmentations de capital, immédiates ou à terme, résultant de la mise en œuvre de la présente délégation, s'impute sur les plafonds globaux prévus, d'une part, aux 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème} et 27^{ème} résolutions et, d'autre part, par la 20^{ème} résolution, et est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société ;
- prend acte de l'absence de droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société émises sur le fondement de la présente délégation et aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;
- décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre les offres publiques visées par la présente résolution et notamment :
 - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
 - de constater le nombre de titres apportés à l'échange ;



- de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance éventuellement rétroactive, des actions nouvelles, ou, le cas échéant, des titres donnant accès immédiatement et/ou à terme à une quotité du capital de la Société ;
 - de prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
 - d'inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
 - de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « Prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée ;
 - prélever sur la prime d'apport les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale ;
- de prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée, constater la ou les augmentations de capital résultant et modifier corrélativement les statuts.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La présente délégation annule et remplace, pour la fraction non utilisée, celle donnée par l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2021 dans sa 29^{ème} résolution.

VINGT NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital et à des cessions réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe en application des dispositions de l'article L.3332-1 et suivants du Code du Travail avec suppression du droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant dans le cadre des dispositions des articles L.225-138-1 du Code de commerce et L.3332-1 et suivants du Code du Travail, et notamment afin de satisfaire aux dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, réservées aux adhérents à un des plans d'épargne d'entreprise ou de groupe mentionnés aux articles L.3332-1 et suivants et L.3344-1 et L.3344-2 du Code du Travail (y compris le plan d'épargne Groupe Neopost octroyé le 10 septembre 1998), ainsi qu'à tous fonds communs de placement (y compris le FCPE Groupe Neopost agréé par la Commission des Opérations de Bourse le 19 janvier 1999) ou sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L.214-41 du Code Monétaire et Financier par l'intermédiaire desquels les actions ou autres valeurs mobilières nouvelles ainsi émises seraient souscrites ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital, émises en vertu de la présente délégation, au profit des adhérents à l'un des plans d'épargne mentionnés ci-dessus, ainsi qu'à tous fonds communs de placement (y compris le FCPE Groupe Neopost agréé par la Commission des Opérations de Bourse le 19 janvier 1999) ou sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L.214-41 du Code Monétaire et Financier par l'intermédiaire desquels les actions ou valeurs mobilières nouvelles ainsi émises seraient souscrites ;
- délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de céder les actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, acquises par la Société conformément aux programmes de



rachat votés par l'Assemblée Générale, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, dans les limites légales, aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société ou aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprises incluses dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison de comptes en application de l'article L.233-16 du Code de commerce ;

- fixe à 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation;
- décide que le montant nominal (hors primes d'émission) des augmentations de capital social susceptibles de résulter de l'ensemble des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital, émises en vertu de la présente délégation (y compris les actions éventuellement attribuées gratuitement aux lieux et place de la décote ou de l'abondement dans les conditions et limites fixées par les articles L.3332-18 et suivants du Code du Travail) ne devra pas excéder la somme totale de 1 200 000 euros. Il est précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation est cumulé avec les augmentations de capital pouvant résulter de la délégation prévue à la 30^{ème} résolution afin d'être plafonné à 1 200 000 euros de nominal. Dès lors, le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces deux résolutions s'imputera sur ce plafond global de 1 200 000 euros ;
- décide que le prix des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital souscrites ou acquises par les bénéficiaires visés ci-dessus, en application de la présente délégation, sera déterminé par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues par les dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du Travail ; la décote pouvant être offerte dans le cadre du plan d'épargne étant limitée à 20 % de la moyenne des cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris SA lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions ou la date de cession des actions ou autres valeurs mobilières visées ci-dessus. Le Conseil d'Administration pourra convertir tout ou partie de l'éventuelle décote en une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre, ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, réduire ou ne pas consentir de décote, et ce dans les limites légales ou réglementaires ;
- décide que le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :
 - fixer les conditions que devront remplir les adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe pour pouvoir souscrire ou acquérir, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement ou d'une société d'investissement à capital variable, des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente délégation ;
 - arrêter les conditions de chaque émission ou cession ;
 - arrêter la liste des sociétés dont les salariés pourront bénéficier de chaque émission ou cession ;
 - décider le montant à émettre ou à céder, le prix d'émission ou de cession dans les conditions visées ci-dessus, les dates et modalités de chaque émission ou cession ;
 - fixer le délai accordé aux adhérents pour la libération de leurs titres ;
 - procéder, dans les limites fixées par les articles L.3332-18 et suivants du Code du Travail, à l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital aux lieux et place de la décote et/ou de l'abondement ;
 - décider si les souscriptions ou acquisitions devront être réalisées par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ou d'une société d'investissement à capital variable, ou directement ;
 - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions ou autres valeurs mobilières nouvelles porteront jouissance ;
 - prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;



- constater ou faire constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, ou décider de majorer le montant des dites augmentations ou le montant des cessions pour que la totalité des demandes de souscriptions ou d'acquisitions reçues puissent être effectivement servies ;
 - imputer, le cas échéant, les frais, droits et honoraires occasionnés par de telles émissions sur le montant des primes d'émission et prélever, le cas échéant, sur les montants des primes d'émission, les sommes nécessaires pour les affecter à la réserve légale et porter ainsi le montant de la réserve légale au niveau requis par la législation et la réglementation en vigueur ;
 - d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation et pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
- décide que la présente délégation prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation qui avait été décidée par l'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 1^{er} juillet 2021 dans sa 30^{ème} résolution.

TRENTIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés et mandataires sociaux de certaines filiales ou succursales étrangères, qui ne peuvent souscrire directement ou indirectement, à des actions de la Société dans le cadre de la précédente résolution, et à tous établissements financiers ou toutes sociétés créées spécifiquement et exclusivement pour la mise en œuvre d'un schéma d'épargne salariale au bénéfice des salariés (ou anciens salariés) de certaines filiales ou succursales étrangères qui ne peuvent souscrire, directement ou indirectement à des actions de la Société dans le cadre de la précédente résolution)

L'Assemblée Générale, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

- décide, dans le cadre des dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social de la Société par émission d'actions nouvelles ou de tous autres titres donnant accès au capital de la Société réservés aux salariés et mandataires sociaux de certaines filiales ou succursales étrangères et à tous établissements financiers ou toutes sociétés constituées spécifiquement et exclusivement pour la mise en œuvre d'un schéma d'épargne salariale ayant pour objet de donner aux salariés (ou anciens salariés) de certaines filiales ou succursales étrangères, des avantages comparables aux salariés concernés par la 29^{ème} résolution, ci-après le « Bénéficiaire » ;
- décide de supprimer, en faveur du Bénéficiaire, le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour les actions ou tous autres titres donnant accès au capital de la Société, pouvant être émis en vertu de la présente autorisation ;
- décide que le prix de souscription des actions ou de tous autres titres donnant accès au capital de la Société par le Bénéficiaire sera fixé par le Conseil d'Administration, notamment en considération des dispositions légales, réglementaires et fiscales de droit étranger applicable, le cas échéant, mais, en tout état de cause, ne pourra être inférieur de plus de 20 % à la moyenne des cours côtés de l'action de la Société sur l'Eurolist d'Euronext aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture de la souscription ;
- fixe à 18 mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation ;



- décide que le montant nominal (hors primes d'émission) des augmentations de capital social susceptibles de résulter de l'ensemble des actions ou autres titres donnant accès au capital de la Société émis en vertu de la présente délégation ne devra pas excéder la somme totale de 1 200 000 euros. Il est précisé que le montant maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation est cumulé avec les augmentations de capital pouvant résulter de la délégation prévue à la 29^{ème} résolution afin d'être plafonné à un 1 200 000 euros de nominal. Dès lors, le montant nominal total des augmentations de capital réalisées au titre de ces deux résolutions s'imputera sur ce plafond global de 1 200 000 euros ;
- décide que le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, la présente délégation dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :
 - fixer les conditions, compte tenu du cadre réglementaire et fiscal et/ou social applicable dans les pays de résidence des salariés et mandataires sociaux des sociétés étrangères précitées, que devront remplir les salariés (ou anciens salariés) et mandataires sociaux pour pouvoir participer au schéma d'épargne salariale envisagé par la présente délégation ; en particulier fixer le cas échéant la limite des demandes de chaque salarié en fonction de sa rémunération brute annuelle ;
 - arrêter la liste des sociétés dont les salariés (ou anciens salariés) pourront bénéficier de l'émission ;
 - fixer la liste précise des salariés et mandataires sociaux de certaines filiales ou succursales étrangères et des établissements financiers ou des sociétés créées spécifiquement en vue de mettre en œuvre le schéma d'épargne salariale au bénéfice des salariés (ou anciens salariés) et mandataires sociaux de certaines filiales ou succursales étrangères analogue aux plans d'épargne des sociétés françaises et étrangères du groupe en vigueur, bénéficiaires de chaque émission ;
 - arrêter les conditions de l'émission ;
 - décider le montant à émettre, le prix d'émission dans les conditions visées ci-dessus, les dates et modalités de chaque émission ;
 - fixer les délais accordés pour la libération des titres ;
 - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;
 - constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, ou décider de réduire ou majorer le montant de ladite augmentation pour que la totalité des souscriptions reçues puissent être effectivement servies ;
 - imputer, le cas échéant, les frais, droits et honoraires occasionnés par de telles émissions sur le montant des primes d'émission et prélever, le cas échéant, sur les montants des primes d'émission, les sommes nécessaires pour les affecter à la réserve légale et porter ainsi le montant de la réserve légale au niveau requis par la législation et la réglementation en vigueur ;
 - d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation et pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.
- décide que la présente délégation prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, la délégation qui avait été décidée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021 dans sa 31^{ème} résolution.

TRENTE ET UNIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre emportant suppression du droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux articles L.225-197-1 et suivants, L.22-10-59 et L.22-10-60 du Code de commerce :



- autorise le Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société ;
- décide que, sous réserve des conditions de l'article L.22-10-60 du Code de commerce, les bénéficiaires des attributions pourront être les salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ou au profit de certaines catégories d'entre eux ;
- décide que le Conseil d'Administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, ou de la ou des catégories de bénéficiaires, ainsi que, le cas échéant, les conditions, notamment des conditions de performance, et les critères d'attribution des actions ;
- décide qu'en cas d'opérations réalisées par la Société et pouvant modifier la valeur des actions composant son capital, le Conseil d'Administration sera autorisé à procéder à un ajustement du nombre d'actions attribuées de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
- décide que le Conseil d'Administration aura la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution en cas d'opérations financières ;
- décide que, sans préjudice de l'incidence de l'ajustement visé ci-dessus, le nombre total d'actions gratuites attribuées, existantes ou à émettre, en vertu de la présente autorisation,
 - ne pourra pas être supérieur à 460 000 actions d'une valeur nominale unitaire de 1 €, soit environ 1,33% du capital social actuel étant précisé (i) que les attributions qui deviendront caduques dans les conditions déterminées par le Conseil d'Administration viendront reconstituer à due concurrence l'enveloppe susvisée de 460 000 actions et (ii) que cette enveloppe sera augmentée par les ajustements du nombre d'actions attribuées qui pourra être faits par le Conseil d'Administration de manière à préserver les droits des bénéficiaires ; et
 - celles attribuées au profit des dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourront pas représenter plus de 10 % du total des attributions effectuées ;
- décide que (i) l'attribution des actions de la Société à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de trois ans, (ii) le Conseil d'Administration aura la faculté de fixer ou de ne pas fixer de durée minimale de conservation à compter de l'attribution définitive des actions, de sorte que lesdites actions puissent être le cas échéant librement cessibles dès leur attribution définitive, et (iii), s'agissant des actions octroyées gratuitement aux mandataires sociaux, le Conseil d'Administration doit, soit (a) décider que les actions octroyées gratuitement ne pourront être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit (b) fixer la quantité d'actions octroyées gratuitement qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
- décide que le Conseil d'Administration constatera les dates d'attribution définitives et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées, compte-tenu des restrictions légales ;
- décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, l'attribution définitive des actions intervient immédiatement ;
- constate qu'en cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers pourront demander l'attribution définitive des actions dans un délai de six mois à compter du décès ; les actions devenant alors immédiatement cessibles ;
- prend acte que la présente décision emportera, à l'issue de la période d'acquisition, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, au profit des bénéficiaires des dites actions et renonciation corrélative des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des attributaires d'actions gratuites pour la partie des réserves, bénéfiques et primes qui, le cas échéant, serviront en cas d'émission d'actions nouvelles ;
- la présente autorisation est donnée pour une durée de 14 mois à compter de la date de la présente assemblée ;



- prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration viendrait à faire usage de la présente autorisation, il informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-197-1 à 225-197-3 et L.22-10-59 du Code de commerce, dans les conditions prévues par l'article L.225-197-4 dudit Code ;
- délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les limites légales, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions parmi les salariés et les mandataires sociaux susvisés ainsi que le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou existantes, fixer la ou les périodes d'acquisition et de conservation des actions attribuées, fixer, le cas échéant, les conditions de performance, fixer en cas d'attribution d'actions à émettre le montant et la nature des réserves, bénéfiques et primes à incorporer au capital, effectuer tous actes, formalités et déclarations, procéder, le cas échéant, aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société, constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire ;
- décide que la présente autorisation prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, l'autorisation qui avait été décidée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires 1^{er} juillet 2021 dans sa 32^{ème} résolution.

TRENTE DEUXIÈME RÉOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour annuler les actions acquises dans le cadre du rachat de ses propres actions par la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, sous réserve de l'adoption de la 18^{ème} résolution qui précède relative au programme de rachat de ses propres actions par la Société et conformément aux dispositions de l'article 225-209 du Code de commerce :

- décide d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une durée de 18 mois à compter de l'adoption de la présente résolution, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, sur sa seule décision, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci suite à la mise en œuvre de ladite autorisation de rachat, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois, et à réduire corrélativement le capital social, en imputant la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix ;
- décide d'autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités, à constater la réalisation de la ou des réductions de capital en résultant, et à modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités nécessaires ;
- décide que la présente délégation prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet et, en particulier, annule et remplace, la délégation accordée par l'Assemblée du 1^{er} juillet 2021, dans sa 33^{ème} résolution.

TRENTE TROISIÈME RESOLUTION

(Pouvoir pour les formalités)

L'Assemblée Générale décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal des délibérations pour effectuer tous dépôts ou formalités nécessaires, tel que prévu par les dispositions légales et statutaires.



Rapport de gestion

Commentaires sur les résultats et la situation financière en 2021

Le **chiffre d'affaires consolidé** de l'exercice 2021 s'élève à 1 024,3 millions d'euros en 2021, en baisse de 0,5 % comparé à l'exercice 2020. La croissance du chiffre d'affaires atteint 4,3 % en organique¹. Les revenus récurrents représentent 71 % du chiffre d'affaires total du Groupe et enregistrent une hausse organique de 0,5 % en 2021 par rapport à 2020, atténuant le recul de 2,9 % en organique des ventes de licences et d'équipement.

Le **résultat opérationnel courant**² s'établit à 146,8 millions d'euros en 2021 contre 151,6 millions d'euros en 2020 ; qui incluait la reprise du complément de prix lié à l'acquisition de Parcel Pending pour un montant de 6,5 millions d'euros. La marge opérationnelle courante² s'élève à 14,37 % du chiffre d'affaires en 2021 contre 14,7 % en 2020.

Le **résultat net part du Groupe** s'établit à 87,8 millions d'euros en 2021 contre 40,4 millions d'euros en 2020. Le bénéfice par action atteint 2,32 euros en 2021 contre 0,92 euro en 2020.

Les **flux de trésorerie après investissements** s'élèvent à 104,1 millions d'euros en 2021 contre 166,6 millions d'euros en 2020. La **dette nette** est en baisse de 8,6 millions d'euros à 503,8 millions d'euros au 31 janvier 2022 contre 512,4 millions d'euros au 31 janvier 2021. Le ratio de dette nette / EBITDA s'élève à 2,1x³ au 31 janvier 2022, inchangé par rapport au 31 janvier 2021. La dette nette du Groupe est adossée aux flux de trésorerie futurs attendus des activités de location et du portefeuille de leasing et autres services de financement.

Décomposition du compte de résultat

(En millions d'euros)	31 janvier 2022		31 janvier 2021	
Chiffre d'affaires	1,024,3	100,0%	1 029,4	100,0 %
Coût des ventes	(279,9)	(27,3) %	(285,7)	(27,8) %
Marge brute	744,4	72,7 %	743,7	72,2 %
Frais de recherche et développement	(51,8)	(5,1) %	(54,9)	(5,3) %
Frais commerciaux	(270,0)	(26,4) %	(252,2)	(24,5) %
Frais administratifs et généraux	(175,6)	(17,1) %	(194,4)	(18,9) %
Frais de maintenance et autres charges	(99,7)	(9,7) %	(91,5)	(8,9) %
Intéressement, paiement en actions	(0,5)	(0,0) %	0,9	0,1 %
Résultat opérationnel courant hors charges liées aux	146,8	14,3 %	151,6	14,7 %
Charges liées aux acquisitions	(11,8)	(1,1) %	(19,5)	(1,9) %
Résultat opérationnel courant	135,0	13,2 %	132,1	12,8 %
Charge pour optimisation des structures et autres charges	(19,3)	(1,9) %	(36,2)	(3,5) %
Résultat opérationnel	115,7	11,3 %	95,9	9,3 %
Résultat financier	(7,8)	(0,8) %	(31,6)	(3,1) %
Résultat avant impôt	107,9	10,5 %	64,3	6,3 %
Impôts sur les bénéfices	(19,7)	(1,9) %	(23,8)	(2,3) %
Quote-part de résultat des SME	1,1	0,1 %	0,9	0,1 %
Résultat net	89,3	8,7 %	41,4	4,0 %
Attribuable :				
• aux propriétaires de la société mère	87,8	8,6 %	40,4	3,9 %
• aux participations ne donnant pas le contrôle	1,5	0,1 %	1,0	0,1 %

¹ Le chiffre d'affaires 2021 est comparé au chiffre d'affaires 2020, auquel est déduit (prorata temporis) le chiffre d'affaires de Proship, des activités graphiques en Australie et Nouvelle Zélande, et de l'activité de systèmes d'emballage automatique, et auquel est ajouté (prorata temporis) le chiffre d'affaires de YayPay et de Beanworks, pour un montant total de (39,6) millions d'euros et est retraité d'un impact de change défavorable de 8,1 millions d'euros sur la période.

² Hors charges liées aux acquisitions.

³ Incluant IFRS 16.



Évolution du chiffre d'affaires par activité

(En millions d'euros)	2021	2020	Variation	Variation hors change	Variation organique ^(a)
Opérations Majeures	942,3	919,3	2,5 %	3,4 %	3,0 %
Intelligent Communication Automation ^{(b) (c)}	200,8	183,0	9,4 %	9,5 %	7,3 %
Mail-Related Solutions ^(c)	658,7	652,9	0,9 %	1,8 %	1,8 %
Parcel Locker Solutions	82,9	83,4	(0,7) %	2,6 %	2,6 %
Opérations Annexes	81,8	110,1	(25,7) %	(26,1) %	23,2 %
TOTAL	1 024,3	1 029,4	(0,5) %	0,3 %	4,3 %

(a) Le chiffre d'affaires 2021 est comparé au chiffre d'affaires 2020, duquel est déduit (prorata temporis) le chiffre d'affaires de Proship, des activités graphiques en Australie et Nouvelle Zélande, et de l'activité de systèmes d'emballage automatique, et auquel est ajouté (prorata temporis) le chiffre d'affaires de YayPay et de Beanworks, pour un montant total de (39,6) millions d'euros et est retraité d'un impact de change défavorable de 8,1 millions d'euros sur la période.

(b) Intelligent Communication Automation regroupe les activités Business Process Automation et Customer Expérience Management qui étaient précédemment présentées dans Major Operations.

(c) Reclassification de produits de l'activité Intelligent Communication Automation vers l'activité Mail-Related Solutions

(En millions d'euros)	2021	2020	Variation	Variation hors change	Variation organique ^(a)
Opérations Majeures	942,3	919,3	2,5 %	3,4 %	3,0 %
Amérique du Nord	519,3	501,3	3,6 %	5,6 %	4,7 %
Principaux pays européens ^(b)	371,3	367,2	1,1 %	0,4 %	0,4 %
International ^(c)	51,8	50,8	1,8 %	4,2 %	4,2 %
Opérations Annexes	81,8	110,1	(25,7) %	(26,1) %	23,2 %
TOTAL	1 024,3	1 029,4	(0,5) %	0,3 %	4,3 %

(a) Le chiffre d'affaires 2021 est comparé au chiffre d'affaires 2020, duquel est déduit (prorata temporis) le chiffre d'affaires de Proship, des activités graphiques en Australie et Nouvelle Zélande, et de l'activité de systèmes d'emballage automatique, et auquel est ajouté (prorata temporis) le chiffre d'affaires de YayPay et de Beanworks, pour un montant total de (39,6) millions d'euros et est retraité d'un impact de change défavorable de 8,1 millions d'euros sur la période.

(b) Incluant l'Allemagne, Autriche, Belgique, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.

(c) Le segment International regroupe les activités de Parcel Locker Solutions au Japon, ainsi que les activités Customer Experience Management en dehors de l'Amérique du Nord et des Principaux pays européens. La répartition du chiffre d'affaires 2019 par segment et par activité a été revue en conséquence.

Opérations Majeures

Les Opérations Majeures enregistrent un chiffre d'affaires de 942,3 millions d'euros (92 % du chiffre d'affaires total du Groupe) en 2021, en croissance organique de 3,0 % comparé à 2020. Chacune des trois solutions et chacune des régions a contribué positivement à cette performance.

Le segment **Amérique du Nord** (55 % des Opérations Majeures) s'est élevé à 519,3 millions d'euros, en croissance organique de 4,7 % grâce, principalement, à une croissance à deux chiffres de l'activité Intelligent Communication Automation qui a bénéficié d'un important gain de nouveaux clients et du développement des deux sociétés de logiciels récemment acquises, YayPay et Beanworks. L'activité a également enregistré une solide performance des ventes d'équipement en Mail-Related Solutions tandis que Parcel Locker Solutions a pâti d'une base de comparaison élevée due au déploiement du contrat Lowe's l'année précédente.

Le segment des **Principaux pays européens** (39 % des Opérations Majeures) a réalisé un chiffre d'affaires de 371,3 millions d'euros en croissance organique de 0,4 %. Intelligent Communication Automation et Parcel Locker Solutions ont enregistré des ventes en solide hausse dans les Principaux pays européens, l'activité des consignes réalisant la croissance la plus forte grâce au déploiement des contrats existants avec les enseignes de distribution et à la signature de nouveaux contrats. Les ventes de l'activité Mail-Related Solutions sont restées stable, prouvant leur résilience.



Le segment **International** (6 % des Opérations Majeures) a, quant à lui, enregistré une solide croissance organique de son chiffre d'affaires (+4,2 %) à 51,8 millions d'euros, portée notamment par l'activité Parcel Locker Solutions, principale contributrice de cette performance grâce notamment à l'augmentation régulière de sa base installée au Japon.

Intelligent Communication Automation

Le **chiffre d'affaires** de l'activité Intelligent Communication Automation a franchi pour la première fois la barre des 200 millions d'euros en 2021, à 200,8 millions d'euros, en croissance organique de 7,3 %, une solide performance soutenue par un gain élevé de nouveaux clients. L'activité Intelligent Communication Automation a en effet enregistré une croissance nette de plus de 2 800 nouveaux comptes, terminant l'année avec une base de plus de 11 800 clients. L'acquisition récente de Beanworks ainsi que l'expansion de YayPay ont largement contribué à l'acquisition de nouveaux clients avec environ 350 nouveaux contrats pour les solutions dédiées à la gestion des comptes clients ou fournisseurs, remportés grâce notamment à la concrétisation d'opportunités de synergies commerciales avec les autres activités du Groupe. Au total, les ventes croisées ont représenté les deux tiers des gains de nouveaux clients de l'activité Intelligent Communication Automation.

En ligne avec la stratégie du Groupe, le changement de modèle économique s'est encore accéléré, porté par la demande croissante de solutions cloud. Les revenus liés aux souscriptions ont enregistré une croissance organique de 17,1 % et représenté 67 % du chiffre d'affaires de Intelligent Communication Automation en 2021, contre 59 % en 2020. La part des clients en mode SaaS a atteint 76 % fin 2021 et la base de revenus annuels récurrents a, quant à elle, atteint 147,1 millions d'euros fin 2021, contre 123,1 millions d'euros fin 2020. A l'inverse, les ventes de licences ont enregistré un repli organique de 26,7 % en 2021 malgré un important contrat signé au deuxième trimestre 2021, avec un repli de 45 % au quatrième trimestre. Les ventes de licences n'ont représenté que 14 % du chiffre d'affaires de l'activité Intelligent Communication Automation.

La marge de profitabilité de l'activité Intelligent Communication Automation atteint 14,7 % en 2021, en baisse organique de 3,9 points par rapport à 2020. Le changement de modèle économique, les récentes acquisitions ciblées et les investissements maîtrisés dédiés à l'expansion de la plateforme cloud, à la croissance des ressources commerciales et à l'augmentation des dépenses marketing pèsent de façon transitoire sur la profitabilité de l'activité.

Parcel Locker Solutions

Le chiffre d'affaires de l'activité Parcel Locker Solutions atteint 82,9 millions d'euros en 2021, en croissance organique de 2,6 % par rapport à 2020. La performance a été affectée par une forte base de comparaison en matière de ventes d'équipements due au contrat Lowe's en 2020. Les ventes d'équipements ont ainsi fortement baissé, mais les revenus liés aux souscriptions ont progressé de 19,1 % en organique grâce au déploiement des contrats existants avec des transporteurs et des distributeurs en Europe ainsi que, dans une moindre mesure, à l'augmentation de la base installée au Japon. Le taux d'utilisation des consignes colis automatiques a continué de progresser pour atteindre 61 % en 2021 (il était de 57 % en 2020), ce qui a également contribué à la bonne performance des revenus liés aux souscriptions.

Quadient a terminé l'année avec une base installée de plus de 15 800 consignes automatiques, en bonne voie pour atteindre l'objectif de 25 000 unités fixé par l'entreprise à fin 2023. Plus de 2 800 nouvelles consignes ont été installées en 2021, dont plus de 650 au cours du quatrième trimestre, malgré les problèmes de chaîne logistique.

La marge de profitabilité de l'activité Parcel Locker Solutions atteint (4,5) % en 2021, en baisse organique de 10,1 points par rapport à 2020. Ce recul est essentiellement dû à la hausse des coûts de transport pour la livraison de nouvelles consignes ainsi qu'à une augmentation des investissements en R&D et en ressources commerciales, tandis que la profitabilité de la base installée est restée élevée, à 27 %.



Mail-Related Solutions

Le chiffre d'affaires de l'activité Mail-Related Solutions atteint 658,7 millions d'euros en 2021, en croissance organique de 1,8 % par rapport à 2020. Cette solide performance a été générée grâce à la croissance organique de 12,5 % des ventes d'équipements : les placements de nouveaux matériels ont fortement rebondi en 2021 grâce au renouvellement de la gamme de produits (lancement de la nouvelle série iX-9 aux États-Unis) et à une forte attention portée à l'acquisition de nouveaux clients comme à la rétention de clients existants. 2021 aura également été une année record pour les équipements de mise sous pli haut de gamme. Dans le même temps, le Groupe a enregistré un recul limité à 2,0 % en organique de ses revenus liés aux souscriptions (71 % du chiffre d'affaires de Mail-Related Solutions). La résilience de la base installée et celle des revenus liés aux souscriptions est restée forte, soutenue par les contrats pluriannuels, qui protègent l'activité.

Au total, grâce à l'acquisition de clients et à la rétention de la base existante, la croissance de l'activité Mail-Related Solutions a été d'environ trois points supérieure à la performance du marché mondial, cette surperformance étant encore plus marquée sur le marché nord-américain.

La marge de profitabilité de l'activité Mail-Related Solutions atteint 44,2 % en 2021, en baisse organique de 1,0 point par rapport à 2020, essentiellement à cause des coûts de transport plus élevés et des perturbations de la chaîne logistique. Au total, l'augmentation des coûts de transport et d'approvisionnement a représenté une charge additionnelle de 6 millions d'euros.

Opérations Annexes

Le chiffre d'affaires des Opérations Annexes atteint 81,8 millions d'euros (8 % du chiffre d'affaires total du Groupe) en 2021, en baisse de 25,7 % par rapport à 2020. Cette baisse est essentiellement le reflet des cessions des activités graphiques en Australie et en Nouvelle-Zélande ainsi que de l'activité de systèmes d'emballage automatique. Les Opérations Annexes ne pèsent désormais plus que pour 8 % du chiffre d'affaires total. Elles ont, en revanche, enregistré une croissance organique de 23,2 % grâce à la bonne performance des ventes de systèmes d'emballage automatique jusqu'à la cession de cette activité fin juillet 2021 et au développement des activités de consignes colis automatiques en Suède.

Effort de recherche et développement

Les frais de recherche et développement enregistrés dans le compte de résultat s'élèvent à 51,8 millions d'euros en 2021 contre 54,9 millions d'euros en 2020, soit respectivement 5,1 % et 5,3 % du chiffre d'affaires 2021 et 2020. Ces frais ne reflètent pas la totalité de l'effort fourni, car une partie des dépenses de recherche et développement est immobilisée : 37,4 millions d'euros en 2021 contre 30,3 millions d'euros en 2020. Les principaux efforts de recherche et développement portent sur le développement de futures offres dans le domaine de la communication digitale et des consignes colis automatiques. Par ailleurs, le Groupe continue à consacrer une partie de ses dépenses de recherche et développement aux futures générations de machines à affranchir et de mises sous pli.



Résultat opérationnel courant⁽¹⁾

	2021			2020		Total Groupe
	Opérations majeures	Opérations Annexes	Total Groupe	Opérations majeures	Opérations Annexes	
Chiffres d'affaires	942,4	81,9	1 024,3	919,3	110,1	1 029,4
Résultat opérationnel courant ¹	146,8 ^(a)	(0,0)	146,8 ^(a)	152,7 ^(a)	(1,1)	151,6 ^(a)

(a) Dont la reprise du complément de prix liée à l'acquisition de Parcel Pending d'un montant de 6,5 millions d'euros. Hors reprise du complément de prix, les résultats opérationnels courants hors charges liées aux acquisitions des Opérations Majeures et du Groupe s'élèveraient respectivement à 146,2 millions d'euros et à 145,1 millions d'euros.

La **marge brute** s'établit à 72,7 % en 2021 contre 72,2 % en 2020, malgré des frais de transports plus élevés. Le taux de marge brute a bénéficié de la croissance du chiffre d'affaires, d'un mix d'activités plus favorable au sein de Intelligent Communication Automation ainsi que d'un contrôle serré du coût des ventes.

Les dépenses liées à l'innovation sont relatives au développement de nouveaux projets dédiés à l'activité Intelligent Communication Automation. Elles atteignent 3,3 millions en 2021 contre 9,1 millions d'euros en 2020.

Le **résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions** s'élève à 146,8 millions d'euros en 2021 contre 151,6 millions d'euros en 2020, qui incluait la reprise du complément de prix liée à l'acquisition de Parcel Pending pour un montant non récurrent de 6,5 millions d'euros. Cette hausse reflète essentiellement la croissance organique du chiffre d'affaires, l'amélioration du taux de marge brute, la rentabilité soutenue de la base installée et une gestion active des charges opérationnelles, en particulier les économies réalisées sur les dépenses liées aux frais généraux et administratifs, grâce à la poursuite de la simplification et de l'intégration de l'organisation ainsi qu'à la réduction de son empreinte immobilière. En parallèle, Quadient ayant continué à investir dans ses trois solutions, l'augmentation planifiée des dépenses en matière de commercialisation et de R&D a pesé sur la rentabilité, tout comme l'impact dilutif de l'acquisition récente de YayPay et Beanworks, deux sociétés en forte croissance spécialisées dans l'automatisation des processus financiers. Enfin, la bascule du modèle économique vers des revenus de souscription SaaS (par opposition aux licences perpétuelles) s'est poursuivie, affectant le mix du résultat opérationnel.

La **marge opérationnelle courante hors charges liées aux acquisitions** s'établit à 14,3 % du chiffre d'affaires en 2021 contre 14,7 % en 2020. Les **charges liées aux acquisitions** s'élèvent à 11,8 millions d'euros en 2021 contre 19,5 millions d'euros en 2020, du fait d'une moindre activité de M&A.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 135,0 millions d'euros en 2021 contre 132,1 millions d'euros en 2020.

Résultat opérationnel

Les **charges pour optimisation des structures et les autres charges opérationnelles** s'élèvent à 19,3 millions d'euros en 2021 contre 36,2 millions d'euros en 2020. Cette amélioration reflète les progrès déjà accomplis par l'entreprise en matière de réorganisation, signe que la seconde phase de la stratégie Back to Growth est déjà bien engagée.

Le **résultat opérationnel** s'élève à 115,7 millions d'euros en 2021 en forte augmentation par rapport aux 95,9 millions d'euros en 2020.

¹ Hors charges liées aux acquisitions.



Résultat financier

Le **coût de l'endettement financier** net atteint 24,5 millions d'euros en 2021 contre 32,7 millions d'euros en 2020. La gestion active de l'endettement du Groupe, qui s'est notamment traduite par le remboursement anticipé de 85,0 millions de dollars d'emprunts dits placements privés US en septembre 2020 et le remboursement anticipé de 163,2 millions d'euros de dette obligataire en mars 2021, a permis une réduction significative du coût net de l'endettement financier.

Le Groupe enregistre des **gains de change et autres éléments financiers** de 16,7 millions d'euros en 2021 contre 1,1 million d'euros en 2020. L'augmentation provient principalement de l'appréciation de 20,0 millions d'euros de la juste valeur des investissements de Quadient dans les fonds d'investissement X'Ange 2 et Partech Entrepreneurs. Compte tenu de ces éléments, le résultat financier net s'établit à (7,8) millions d'euros en 2021 contre (31,6) millions d'euros en 2020.

Résultat net

L'**impôt sur les sociétés** représente une charge de 19,7 millions d'euros en 2021 comparé à une charge de 23,8 millions d'euros en 2020. Le taux d'imposition ressort à 18,1 % en 2021 contre 36,8 % en 2020.

Le **résultat net part du Groupe** atteint 87,8 millions d'euros en 2021 contre 40,4 millions d'euros en 2020. Le résultat net par action s'élève à 2,32 euros en 2021 contre 0,92 euros en 2020.

Situation financière

L'**EBITDA**¹ atteint 244,6 millions d'euros en 2021 contre 246,0 millions d'euros en 2020, grâce à la forte contribution de la base installée de clients pour chacune des trois solutions, un contrôle actif des coûts et une organisation plus agile, contrebalançant les tensions sur la chaîne logistique, l'impact dilutif des récentes acquisitions et l'augmentation des investissements. La **marge d'EBITDA** s'élève à 23,9 % en 2021, inchangée par rapport à 2020.

La **variation du besoin en fonds de roulement** génère une sortie nette de trésorerie de 7,6 millions d'euros en 2021 contre une entrée nette de trésorerie de 2,2 millions en 2020. La baisse des créances n'a pas pu compenser en totalité la hausse significative des stocks liée aux perturbations de la chaîne logistique.

Le Groupe enregistre une hausse des **créances de leasing** de 38,6 millions d'euros en 2021 contre 62,0 millions d'euros en 2020, en raison de la baisse des placements de nouveaux équipements dans le contexte de confinement.

Le **portefeuille de leasing et autres services de financement** atteint 595,0 millions d'euros au 31 janvier 2022 contre 598,2 millions d'euros au 31 janvier 2021, soit une baisse organique de 6,4 % en 2020 contre une baisse organique de 8,7 % en 2019. À la clôture de l'exercice 2020, le taux de défaut du portefeuille de *leasing* se situe autour de 1,7 %.

Les **intérêts financiers et impôts payés** s'élèvent à 65,4 millions d'euros en 2021 contre 37,2 millions d'euros en 2020. Alors que les intérêts payés sont restés stables d'une année à l'autre, les impôts versés ont augmenté de façon significative du fait d'une normalisation des conditions fiscales après les mesures exceptionnelles dont le Groupe a bénéficié en 2020 pendant crise liée à l'épidémie de Covid-19.

Les **investissements en immobilisations corporelles et incorporelles** s'élèvent à 87,9 millions d'euros en 2021 contre 89,6 millions en 2020. Les investissements de développement ont augmenté, passant de 30,3 millions d'euros en 2020 à 37,4 millions d'euros en 2021. Ces investissements ont notamment concerné la R&D pour le développement des plateformes et logiciels, leur augmentation étant également liée aux récentes acquisitions. Les investissements correspondant aux équipements placés en location ont été stables, mais reflètent un mix différent, à savoir une augmentation des investissements liés aux consignes colis et une diminution des investissements liés au matériel de courrier. Les investissements de maintenance ont également été stables. A noter que le plus faible renouvellement de

¹ EBITDA = résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements corporels et incorporels.



baux immobiliers dans le cadre de l'optimisation des coûts s'est traduit par une baisse des investissements liés aux contrats de location (IFRS 16).

Au final, les **flux de trésorerie après investissements** s'établissent à 104,1 millions d'euros en 2021 contre 166,6 millions d'euros en 2020. La dette nette baisse de 8,6 millions d'euros à 503,8 millions d'euros au 31 janvier 2022 contre 512,4 millions d'euros au 31 janvier 2021. Le levier financier (ratio de dette nette/EBITDA) atteint 2,1x¹ au 31 janvier 2022, inchangé par rapport au 31 janvier 2021. La dette nette du Groupe est adossée aux flux de trésorerie futurs attendus des activités de location et du portefeuille de *leasing* et autres services de financement. Hors *leasing*, le levier financier reste à un niveau bas de 0,4x² au 31 janvier 2022 contre 0,4x² au 31 janvier 2021.

Les **fonds propres** s'établissent à 1 358,9 millions d'euros au 31 janvier 2022 contre 1 240,3 millions d'euros au 31 janvier 2021. Le ratio d'endettement² est en baisse, à 37,1 % des fonds propres au 31 janvier 2022 contre 41,3 % au 31 janvier 2021.

Au 31 janvier 2022, le Groupe dispose d'une solide **position de trésorerie** de 886,6 millions d'euros, comprenant une trésorerie disponible de 486,6 millions d'euros et une ligne de crédit non tirée pour un montant de 400,0 millions d'euros à échéance 2024.

Dividende

Dans le cadre de sa stratégie *Back to Growth*, Quadient a décidé, s'agissant de sa politique de retour aux actionnaires, de fixer le taux de distribution annuel à un minimum de 20 % du résultat net part du Groupe, avec un dividende annuel minimum fixé à un plancher absolu de 0,50 euro par action.

La proposition de dividende au titre de l'exercice 2021 sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 16 juin 2022.

	Date ^(a) de l'acompte sur dividendes	Montant de l'acompte sur dividendes	Date ^(a) du solde des dividendes	Montant du solde des dividendes	Montant des dividendes au titre de l'exercice
2021	-	-	08/08/2022	-	€0,55
2020	-	-	09/08/2021	-	€0,50
2019	-	-	09/09/2020	-	€0,35
2018	-	-	06/08/2019	-	€0,53
2017	06/02/2018	€0,80	07/08/2018	€0,90	€1,70
2016	07/02/2017	€0,80	08/08/2017	€0,90	€1,70
2015	09/02/2016	€0,80	09/08/2016	€0,90	€1,70

(a) Date de versement.

Informations sur les tendances et perspectives

Ambitions par solution

Dans le cadre de la nouvelle trajectoire définie pour la Phase Deux de « *Back to Growth* », Quadient a fixé des objectifs spécifiques pour chaque solution afin d'atteindre un profil ambitieux d'ici la fin de la période de trois ans courant de 2021 à 2023, en veillant à ce que chaque solution contribue effectivement à la création de valeur durable au niveau de la société :

¹ Incluant IFRS 16

² Dette nette/fonds propres



- **Intelligent Communication Automation :**

- Des revenus liés aux souscriptions en croissance moyenne annuelle de 20-25 % sur la durée du plan à trois ans ;
- Une marge de profitabilité de la solution autour de 30 % sur une base annuelle à la fin du plan à trois ans.

- **Mail-Related Solutions :**

- Un déclin organique moyen annuel meilleur que - 5 % sur la durée du plan à trois ans ;
- Une marge élevée de profitabilité de la solution, comprise entre 43 et 45 % sur une base annuelle à la fin du plan à trois ans.

- **Parcel Locker Solutions :**

- Plus de 25 000 consignes colis installées d'ici à la fin du plan à trois ans ;
- Une marge de profitabilité de la base installée autour de 35-40 % sur une base annuelle à la fin du plan à trois ans.

Indicateurs de performance par solution

Afin de piloter ses trois solutions majeures de manière encore plus efficace, Quadient a défini des indicateurs de performance pour chaque solution, afin de permettre à la société de piloter sa trajectoire de croissance et sa profitabilité.

Concernant l'activité **Intelligent Communication Automation**, afin de relever le défi de la mise en place d'un modèle commercial SaaS/cloud encore plus récurrent, Quadient se concentrera sur :

- Le nombre des clients en SaaS/souscriptions sur le nombre total de clients (76 % en 2021, contre 65 % en 2020) ;
- Le revenu annualisé qui sera généré par ses flux de revenus liés aux souscriptions (147 millions d'euros à la fin de 2021, en hausse de 20 % par rapport à la fin de 2020) ;
- La part des revenus liés aux souscriptions sur le chiffre d'affaires total de la solution (67 % en 2021, contre 59 % en 2020).
- Concernant l'activité **Mail-Related Solutions**, Quadient se concentrera sur :
 - La part des équipements connectés de nouvelle génération dans sa base installée totale (11,7 % à la fin de 2021, contre 4,9 % à la fin de 2020) pour mesurer le potentiel lié à la mise à niveau de sa base installée, conformément à l'engagement de Quadient d'investir dans son offre liée au courrier afin de gagner des parts de marché et de maximiser la valeur de cette activité dans le temps ;
 - L'écart entre l'évolution du chiffre d'affaires des consommables et celle du chiffre d'affaires total de la solution pour mesurer la résilience de son modèle, quel que soit l'usage de sa base installée (cet indice de résilience s'élève à 0,5 % en 2021, contre 5,2 % en 2020).
 - La part des revenus liés aux souscriptions sur le chiffre d'affaires total de la solution afin de s'assurer que Mail-Related Solutions continue à fournir un niveau important de flux de trésorerie récurrents (en baisse entre 2021 et 2020, respectivement à 71 % et 74 %).

Enfin, concernant l'activité **Parcel Locker Solutions**, Quadient se concentrera sur :

- La taille de la base installée de consignes colis (de 7 000 consignes à fin 2018 à 15 800 consignes à fin 2021) ;
- Le taux d'utilisation des consignes colis (d'environ 25 % en 2018 à environ 61 % en 2021) ;



- La croissance annuelle des revenus liés aux souscriptions (de 16 millions d'euros en 2018 à 48 millions d'euros en 2021).

Perspectives financières

Quadient vise à atteindre un taux de croissance organique annuel moyen de son chiffre d'affaires d'au moins 3 % sur la période 2021-2023, avec une croissance organique de son chiffre d'affaires d'au moins 2 % en 2022.

Quadient vise également à atteindre un taux de croissance organique annuel moyen au minimum *mid-single digit* de son EBIT courant (hors charges liées aux acquisitions) sur la période 2021-2023, avec une croissance organique de l'EBIT courant (hors charges liées aux acquisitions) de *low* à *mid-single digit* en 2022.



QUADIENT SA

Société Anonyme au capital de 34 562 912 euros

Siège social : 42-46 avenue Aristide Briand 92220 Bagneux – France

RCS Nanterre 402 103 907

Demande d'envoi de documents et renseignements

(Art. R225-88 du Code de commerce)

Je soussigné : **NOM**.....

Prénoms.....

Adresse.....

.....

Adresse électronique.....

Propriétaire de ACTION(S) de la société QUADIENT SA

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du **16 juin 2022**, tels qu'ils sont visés par l'article R225-83 du Code de commerce sur les sociétés commerciales au format suivant :

- papier à l'adresse postale indiquée ci-dessus
- fichiers électroniques à l'adresse mail indiquée ci-dessus

Fait à, le

Signature :

NOTA : Les actionnaires titulaires de **titres nominatifs** peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R225-81 et R225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures